

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1771 - 5 juillet 2002 - prix : 1 €

**Enron, WorldCom,
Xerox, Vivendi**

**Un système
où les
voleurs
sont rois**

p. 4 et 5

Pôle chimique
de Toulouse

**TOTAL reste
intouchable**

p. 13

Éducation

**Non aux
suppressions
de classes**

p. 11

Argentine

**Manifestation
de chômeurs
réprimée**

p. 16

Dette du Tiers-Monde

**L'impérialisme
doit rembourser
tout ce qu'il a pillé**

p. 8

M 06189 - 1771 - F : 1,00 €



Sommaire

Les scandales du capital

- p 4 ■ Malversations, escroqueries, faillites, le capitalisme au quotidien
- p 5 ■ États-Unis : scandales financiers en rafale

Leur société

- p 6 ■ La construction de prisons
- L'exemple américain
- p 7 ■ Campagne anti-jeunes à Dammarie-les-Lys
- Taudis parisiens et tuberculose

Tribune

- p 6 ■ PCF : des bouches s'ouvrent, mais pour dire quoi ?

Éducation

- p 11 ■ « Lutte » contre l'échec scolaire et suppressions de classes

Dans le monde

- p 8 ■ Sommet du G8 : l'Afrique reléguée au second plan
- La dette du Tiers-Monde
- p 9 ■ Cour pénale internationale : l'hypocrisie des grandes puissances
- Afghanistan : la population victime de la politique de Bush

- p 10 ■ Angola : menace de famine

- p 16 ■ Argentine : répression d'une manifestation de chômeurs

Dans les entreprises

- p 12 ■ SNR : quand l'ARTT conduit à 50 heures par semaine
- Nouvelles vagues de licenciements et radiations des chômeurs
- p 13 ■ Pôle chimique à Toulouse : Total intouchable
- p 14 ■ Les restructurations au Crédit Lyonnais
- Ronéo : les ouvriers poussés dehors
- p 15 ■ Saint Frères : une fermeture programmée
- La Poste : la direction privilégie les entreprises

LYON LA PRÉFECTURE ENVOIE LES CRS POUR EXPULSER LES SANS-PAPIERS

Lundi 1^{er} juillet, à 6 heures du matin, 200 sans-papiers ont été expulsés manu militari du foyer Lalande par une centaine de CRS.

Les demandeurs d'asile avaient commencé à faire parler d'eux fin août 2001 en allant camper sur le quai du Rhône en face de la préfecture. Ils voulaient attirer l'attention sur leur situation et réclamaient l'accélération des procédures et le droit de travailler pour avoir de quoi vivre et se loger. Fin septembre, ils se sont installés dans un hôtel désaffecté du quartier de Perrache, sans eau ni chauffage, rejoints par un certain nombre de « sans-papiers ». Vu les problèmes d'hygiène et de santé, ils ont déménagé début décembre dans des bureaux vides qui venaient d'être rénovés, mais les CRS les en ont chassés le surlendemain de Noël à 6 heures du matin, sous la neige.

Après quelques jours passés dans une salle de sport, ils ont

trouvé refuge au foyer Lalande, un foyer SNCF désaffecté, où ils logeaient depuis début janvier, avec une menace permanente d'expulsion. Au début, ils étaient 120 pour 80 chambres individuelles. Mais leur nombre est monté jusqu'à 250 et la situation est devenue de plus en plus difficile. Rien n'est proposé face à leurs demandes de logement, sauf de se disperser dans la région, ce qu'ils refusent car ils se sont organisés pour se battre ensemble et pour gérer en commun leurs affaires.

Pour de nouveau faire parler de leurs problèmes, 80 d'entre eux sont allés occuper l'église Saint-Nizier, à Lyon, avec l'accord du curé qui les soutient. Mais 200 personnes restaient au foyer Lalande qui viennent donc d'être expulsées. Les CRS ont arrêté quelques occupants en situation irrégulière : six auraient été conduits en centre de rétention. De nouveau, la préfecture

propose des relogements dans des foyers Sonacotra en Rhône-Alpes, c'est-à-dire loin de Lyon. Elle promet de traiter les dossiers des demandeurs d'asile du foyer Lalande dans un délai d'un mois, mais comment croire ces promesses alors que, depuis des mois ils demandent, sans succès, des réponses ? En attendant, beaucoup d'entre eux ont rejoint ceux qui occupent l'église Saint-Nizier où les conditions sanitaires, déjà précaires, se sont encore aggravées, si bien qu'ils vont devoir quitter rapidement les lieux.

Après un rassemblement de soutien lundi soir, d'autres rassemblements et manifestations sont prévus mercredi 3 et samedi 6, car il est vraiment indigne que ce pays traite ainsi des hommes et des femmes qui ne demandent qu'à travailler et à pouvoir vivre dignement.

« Madame de », une députée respectueuse

L'esclavage des femmes qu'est la prostitution s'étend et s'étale à travers les rues de Paris, mais aussi de province, y compris au long des routes. Chacun dénonce la recrudescence de la présence des prostituées, souvent très jeunes, victimes de réseaux en provenance, en particulier, des pays de l'Est et de l'Afrique.

Ce qui révolte, c'est qu'au vu et au su de tous prospère cette traite d'êtres humains, avec son cortège de violences, de traitements infamants et inhumains. La misère matérielle qui s'est développée dans ces pays a fait que les trottoirs de Bangkok et de Manille s'installent à Paris via « Bucarest-la-Pauvre ».

Françoise de Panafieu, députée vedette de la droite à Paris, qui serait une protégée de Chirac, femme politique qui se présentait il y a peu encore comme sensible au sort réservé

aux femmes et qui dénonçait le mépris qui imprégnait le milieu masculin – surtout d'ailleurs le milieu politique qui, disait-elle, n'hésitait pas à vouloir évincer des gens comme elle –, vient de montrer tout ce que pouvaient avoir d'intéressé ses prétendues positions féministes.

Car cette « madame de » n'a pas eu honte de proposer comme solution à l'augmentation du nombre de prostituées sur les trottoirs de Paris et de province la réouverture des maisons closes, en un mot des bordels. Histoire de « mieux contrôler », a-t-elle déclaré, les prostituées. Il n'y a que cinquante-deux ans que les maisons de prostitution ont été fermées et interdites par la loi, en théorie pour rendre un peu de liberté aux filles victimes des mères maquerelles et autres proxénètes. Cette loi s'accompagnait d'un renforcement répressif

contre le proxénétisme et des brigades spéciales de police devaient s'y consacrer. La loi n'a certes rien changé et la prostitution n'a pas cessé ni le proxénétisme, sous une autre forme et dans un autre cadre. Mais ça n'est pas une raison pour l'avaliser officiellement et en codifier le fonctionnement.

Madame de Panafieu n'a pas hésité à franchir le pas. Cacher cette tare qu'on ne saurait voir, explique-t-elle, afin de protéger des regards ce spectacle dégradant. Afin peut-être aussi d'empêcher que la valeur marchande des immeubles des beaux quartiers ne s'avilisse. Madame la députée a le sens des valeurs.

Elle peut être fière cette madame de Panafieu, elle a su évaluer tout ce qu'il pouvait y avoir de plus méprisable et de plus honteux chez ses collègues du sexe masculin.

P.S.

Au sommaire de

lutte de classe



France

Président plébiscité, Chambre bleu horizon : la droite installée au pouvoir grâce à la gauche et à sa politique

États-Unis

La faillite d'Enron : « un tribut » à payer à la gloire du capitalisme

Inde - Pakistan

Six mois d'une « drôle de guerre » lourde de menaces pour les populations

Nigéria

Derrière la « démocratie » militaire du président Obasanjo

Italie

Le congrès de « Rifondazione comunista » : un « tournant à gauche » peut cacher un virage à droite

Tribune de la minorité

Après son revers des législatives : une politique pour l'extrême gauche

La Lutte de classe n° 66 est accompagnée d'un supplément spécial :

« Le premier tour des élections législatives - 9 juin 2002 »

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org
 Union Communiste : http://www.union-communiste.org
 E-mail : contact@union-communiste.org

La Société d'Éditions de Lutte ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél : 01 48 43 65 58 est une SARL au capital de 7622,45 € (50000 F), durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage 15400 exemplaires. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n°64995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 15 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, voie aérienne	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarif sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRÉNOM :
 ADRESSE :

 CODE POSTAL et VILLE :

 COMPLÉMENT D'ADRESSE

 Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de :
 Règlement :
 par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,
 par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

**L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER**

Editorial des bulletins
d'entreprise du 29 octobre 2001

UN SYSTÈME OÙ LES VOLEURS SONT ROIS

■ Aux Etats-Unis, après les affaires Enron, WorldCom, Xerox, qui ont prouvé que les PDG des grandes sociétés ne reculaient pas devant les comptabilités truquées pour faire croire à des bénéfices substantiels, et maintenir ainsi le cours de leurs actions, Bush a affirmé que le gouvernement « sera vigilant et poursuivra les coupables ». Mais il ne s'agit là que d'une déclaration hypocrite, car le comportement des PDG en question obéit simplement à la logique du système économique dans lequel nous vivons. Le but premier d'une entreprise, dans ce système, n'est ni de produire des biens utiles à la population ni de créer des emplois. C'est d'enrichir les détenteurs d'actions, plus particulièrement les gros actionnaires, les seuls qui comptent vraiment. D'ailleurs, si la manœuvre des dirigeants d'Enron ou de WorldCom avait réussi, si les profits réalisés ultérieurement leur avaient permis de verser des dividendes confortables à leurs principaux actionnaires, qui se serait soucié, dans les milieux de la bourgeoisie, des moyens utilisés ?

En France, ce sont les mêmes lois qui régissent le monde des affaires. Ce n'est même pas l'assemblée générale des actionnaires de Vivendi Universal, mais les six administrateurs européens du groupe que présidait Jean-Marie Messier, qui auraient décidé d'évincer celui-ci de la direction, parce que les opérations de fusion auxquelles il a présidé ont provoqué des

pertes qui ont entraîné un effondrement du cours des actions de Vivendi.

Aucun travailleur ne versera certes le moindre pleur sur le sort de Jean-Marie Messier, qui ne sera pas réduit à aller s'inscrire à l'ANPE et qui, avec plus de cinq millions d'euros de revenus en 2001 (le salaire de quelque 400 smicards), et les confortables indemnités que Vivendi va lui verser, n'aura pas trop de soucis d'argent ! Mais l'affaire Vivendi comme les scandales qui ont récemment défrayé la vie économique aux USA concernent aussi, au premier chef, les travailleurs. Car dans le grand jeu de monopoly auquel se livrent les possesseurs de capitaux, dans chacune des opérations de fusion ou de concentration qui s'opèrent, il y a des milliers d'emplois qui disparaissent, des milliers de travailleurs jetés à la rue. Et en ce qui les concerne, le patronat, les politiciens à son service, les économistes dont le métier est de chanter les vertus du capitalisme trouvent cela tout à fait normal.

La justice jette un regard sur la comptabilité des entreprises quand elle pense que les intérêts des détenteurs de capitaux ont été lésés. Mais jamais quand un patron affirme que la situation économique de son entreprise l'oblige à licencier, ni même quand une entreprise licencie alors qu'elle affiche en même temps des bénéfices florissants, et ose expliquer que c'est quand

tout va bien qu'il faut procéder à des suppressions d'emplois, pour éviter d'avoir à le faire plus tard dans des conditions plus difficiles. Ce sont les intérêts des détenteurs de capitaux que la loi protège, pas ceux des femmes et des hommes qui produisent tout.

Le gouvernement socialiste, qui faisait semblant d'avoir des préoccupations « sociales », n'a jamais rien fait contre les licenciements. Et ce n'est évidemment pas le tandem Chirac-Raffarin, qui se situe ouvertement dans le camp des patrons, qui fera plus. Mais si nous voulons cesser d'être les éternels sacrifiés sur l'autel des profits capitalistes, il nous faudra exiger la levée du secret bancaire et du secret commercial, le libre accès à la comptabilité des entreprises, afin que les travailleurs aient la possibilité de juger par eux-mêmes de ce que valent les justifications du patronat quand il procède à des suppressions d'emplois.

Le fait que les élections législatives aient amené à la chambre une majorité écrasante de droite ne diminue en rien la possibilité d'imposer cette transparence de la vie économique. Car ce n'est pas dans les urnes, mais dans le fait que sans eux rien ne fonctionnerait dans la société, que repose la force des travailleurs.

Arlette LAGUILLER

Malversations, escroqueries, faillites

LE CAPITALISME AU QUOTIDIEN

On avait fait un roman de la fabuleuse ascension de Jean-Marie Messier, héros de notre époque, un peu comme l'était, il y a quelque temps, Tapie, comme l'est en Italie d'aujourd'hui Berlusconi. On nous les a présentés comme des aventuriers des temps modernes, des modèles de la réussite, sinon sans peur, du moins sans reproche, en tout cas, on vient de le voir, sans scrupule. Les péripéties récentes, en particulier aux USA, mais aussi ici, viennent de démontrer que ces contes de fée avaient peu de chose à voir avec une réalité faite de trucages, de malversa-

tions, de mensonges, de falsifications et de coups bas.

A propos des affaires dans lesquelles le bien nommé monde des affaires est impliqué aux USA, on apprenait en lisant la chronique d'Eric Le Boucher, spécialiste de l'économie, dans *Le Monde* daté du 30 juin - 1^{er} juillet 2002, que 70 % des contrôles effectués par la SEC, l'équivalent de la COB, organismes chargés du contrôle de la régularité des opérations boursières respectivement aux USA et en France, « *avaient abouti à des découvertes de trucages d'ampleur diverse* ». C'est du propre ! Lorsque l'on parle de

découverte, c'est façon de parler, car ces pratiques sont monnaies courantes et connues, même si ce n'est pas toujours dans les détails. Mais en tout cas elles se réalisent au vu et au su des spécialistes, y compris ceux qui, aujourd'hui, feignent la surprise et affichent leur indignation.

Mais il n'y a pas qu'aux USA que des affaires présentées comme vertueuses deviennent véreuses de jour au lendemain, lorsque les prédateurs financiers et boursiers s'affrontent et laissent l'un des leurs sur le tapis. On commence à dire aujourd'hui que les comptes de Vivendi seraient

eux aussi douteux. Qui demain sera sur la sellette ? Car en fait, et ça n'est pas une révélation, ce ne sont pas quelques brebis capitalistes qui sont galeuses, c'est le fonctionnement normal du système, c'est le capitalisme dans ses œuvres que l'on peut ainsi observer crûment dans toute sa réalité et sa férocité.

Il y a quelques semaines, à la veille du premier tour de l'élection présidentielle, Eric Le Boucher, ce même chroniqueur du *Monde*, faisait la leçon à Arlette Laguiller, parce qu'elle avait l'audace de réclamer que la population puisse avoir le droit de contrôle sur les

comptes des entreprises. Il expliquait, rempli de condescendance, qu'en tant qu'ancienne employée de banque, elle aurait dû savoir que les entreprises avaient l'obligation de fournir, tous les trois mois, leurs comptes aux actionnaires. Il a bonne mine aujourd'hui.

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour constater que ce contrôle des comptes des grandes entreprises et de leurs dirigeants était une urgente nécessité et relevait de la salubrité sociale, afin que la société puisse enfin se protéger de la malfaisance de capitalistes.

Les eaux troubles de l'économie...

C'est, nous dit-on, parce que Messier se serait laissé griser par les mirages de la « net-économie », les perspectives aujourd'hui envolées de la téléphonie, en oubliant, explique-t-on, son « *métier d'origine* » qu'il aurait été remercié. Ca, c'est le roman que l'on veut vendre aux gogos. Messier paye, comme d'autres, les conséquences financières du retournement du marché de la téléphonie. Les administrateurs qui le débarquent maintenant étaient d'ailleurs prêts à rêver avec lui quand les profits étaient au rendez-vous. Maintenant qu'ils sont dégrisés, il leur revient à l'esprit qu'à l'origine, l'activité principale de Vivendi, ce n'était ni la communication, ni

Hollywood, ni le téléphone, mais la gestion de l'eau : un marché dont le monopole partagé entre deux sociétés principales reste hautement profitable, grâce à l'argent des administrés, qui n'ont ni le choix de discuter du prix qu'on leur fait payer ni le choix des fournisseurs.

En France, deux grandes entreprises essentiellement se partagent depuis longtemps la gestion de l'eau. Il s'agit de Vivendi (ex-Générale des Eaux) et la Lyonnaise des Eaux (groupe Suez-Dumez). Grâce à ce monopole de la gestion de l'eau, Vivendi a toujours pu disposer d'une masse d'argent qui lui a permis de se diversifier. Bien avant Messier, la société avait des inté-

rêts dans l'immobilier, la restauration collective, l'hôtellerie, contrôlait quelque 2 600 filiales. Dans leur vie, des dizaines millions d'habitants de ce pays avaient à faire à Vivendi, et pas seulement en ouvrant les robinets de leur cuisine ou de leur salle de bains.

En fait, épaulée par les pouvoirs publics, Vivendi a pénétré depuis longtemps tous les pores de la société française, et au-delà. Et il y a fort à parier que ces mêmes pouvoirs publics sont déjà en train de préparer des solutions, où l'on conservera aux intérêts privés le profit et où on nationalisera les pertes en faisant payer les salariés et les contribuables.

J.F.



◀ *Chirac en compagnie de Michelin, il y a quelques années...*

...Jospin félicitant Tchuruk, en 2000. Entre patrons et politiciens, ça baigne ! ▶



...et les eaux grasses de la politique

Si une poignée de grands patrons, parmi lesquels Messier, tiennent les rênes réelles du pays, ils ont cependant besoin du gouvernement et des politiciens pour amortir les conséquences de leurs choix économiques.

Vivendi, comme sa rivale la Lyonnaise des Eaux, entretient, par le biais de ses activités économiques, des relations affichées avec le monde de la politique. Elles ont établi un contact permanent avec la plupart des hommes politiques, dès lors qu'ils sont maires d'une grande ville et qu'à ce titre ils négocient avec l'une ou l'autre leurs problèmes d'alimentation en eau. Vivendi, ex-aequo avec la Lyon-

naise, était passé maître dans l'art d'arroser les politiciens. Et un service en vaut un autre...

De cette proximité entre le monde des affaires et celui de la politique, il découle une interchangeabilité des dirigeants d'entreprise et du personnel politique. Messier lui-même, polytechnicien et énarque, a commencé sa carrière dans les cabinets ministériels du gouvernement Chirac de 1986-1988. Il était directeur de cabinet de Camille Cabana, ministre délégué chargé de la privatisation, puis conseiller technique de Balladur, alors ministre des Finances de Chirac.

Jérôme Monod, de la maison rivale la Lyonnaise des Eaux, a

été lui aussi un des conseillers de Chirac. Il a commencé sa carrière dans les cabinets ministériels gaullistes, avec Michel Debré notamment. Quand Chirac a pris les commandes du mouvement gaulliste, Monod est devenu le secrétaire général du RPR de 1976 à 1978.

Et on pourrait multiplier les exemples de ce type. Cela explique - outre les portes de sortie dans l'entreprise offertes aux politiciens malchanceux, et réciproquement - les liens qu'il y a entre les dirigeants politiques et le monde des affaires.

J.F.

Qui dirige ?

Le véritable gouvernement de la France n'est pas élu par les électeurs. C'est cette poignée de dirigeants d'entreprises qui sont non seulement à la tête de grandes sociétés, mais qui sont également administrateurs dans les entreprises de leur pairs. Par exemple, dans le conseil d'administration de Vivendi, on trouve Claude Bébéar, fondateur de l'entreprise d'assurances Axa, Jacques Friedman, ex-PDG d'Air France et d'UAP. Jusqu'à sa démission, il y a une semaine, Bernard Arnault, PDG du groupe de l'industrie de luxe LVMH y siégeait aussi. Et réciproquement, Messier était administrateur dans le groupe LVMH.

Ces participations croisées aux conseils d'administration des uns et des autres permettent à une

poignée de grands patrons de mesurer les possibilités de profits des grands groupes qui constituent le capitalisme français. Ce serait un désaccord sur le choix de Messier de faire diminuer sa participation au sein de la filiale Vivendi Environnement, au point d'y devenir minoritaire, qui aurait fait naître une opposition parmi ceux que la presse appelle « *les vieux patrons* » et qui aurait entraîné la chute de Messier.

Cette chute de Messier rappelle en tout cas qu'un chef d'entreprise ne rend compte de ses activités que devant les gros actionnaires, et qu'il est révocable à tout moment par ses pairs. Des pratiques qui sont bien loin de celles qui règnent dans le monde politique actuel.

J.F.

Les coupeurs de bourse

Jean-Marie Messier, qui affirme avoir démissionné pour sauver l'avenir de Vivendi, a en tout cas l'intention de sauver le sien. Il entend négocier sa démission avec deux ans de salaire, soit douze millions d'euros (près de 80 millions de francs), ainsi que le remboursement d'un emprunt de 25 millions de dollars grâce auquel il avait acheté 500 000 actions de la firme, il y a deux ans pour sauver, disait-il déjà, Vivendi, ses actionnaires et ses salariés. Craignant quelques attaques judiciaires sur des opérations douteuses, Jean-Marie Messier entend exiger une assistance juridique en cas de poursuites judiciaires. De l'autre côté l'effondrement du cours des actions servira de prétexte à une marée de licenciements parmi les quelque 380 000 salariés du groupe.

Pendant ce temps, le patronat et les ministres expliquent gravement qu'augmenter le Smic de un ou deux pour cent de plus mettrait en danger toute l'économie.

En vérité Jean-Marie Messier n'est pas le principal responsable, le coupable c'est le système capitaliste tout entier qui transforme toute la production mondiale en capital financier, simple objet de spéculation.

La bourgeoisie en est à ne plus comprendre elle-même que ce n'est pas parce que la Bourse enrichit certaines classes sociales qu'elle produit de la valeur. La valeur vient d'ailleurs et la Bourse la dilapide. Les Jean-Marie Messier et autres ne sont que ceux qui font partir en fumée de fausses valeurs. Avec lesquelles ils savent cependant se faire une vie dorée.

Parachute doré

Dans son livre *J6M.com*, Messier avait expliqué à quel point il méprisait cette pratique du « parachute doré » c'est-à-dire les très fortes indemnités de départ que les entreprises offrent aux grands patrons mis hors jeu. Il écrivait en effet : « Mon contrat ne prévoit aucune clause de ce genre. Et je m'engage vis-à-vis de mon conseil d'administration à ne jamais en négocier. On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre : des stock-options pour se constituer un patrimoine et un parachute au cas où cela tournerait mal. Il faut être cohérent. Dieu sait si je suis partisan de donner aux dirigeants la possibilité de s'enrichir mais qu'ils en assument les risques. » De là à le faire, il y a un pas que Messier refuse maintenant de franchir.

Cette prime de départ est plus de trois mille fois supérieure aux malheureux 80 000 francs que les patrons de Moulinex avaient royalement octroyés aux plus anciennes de leurs ouvrières au cours du dernier plan social ; elles qui, à la différence des illusionnistes de la finance, ont usé leur vie à produire des biens réels et utiles.

Jacques FONTENOY

États-Unis

SCANDALES FINANCIERS EN RAFALES

Dissimulation de dettes, revenus gonflés, fraudes fiscales ou encore délits d'initiés : les dirigeants de WorldCom, le deuxième opérateur téléphonique longue distance des États-Unis, ont eu recours « à la bonne vieille fraude traditionnelle », affirme un représentant de la Commission des services financiers. Ils ont gonflé artificiellement les profits de la société. Cette manipulation leur a permis d'annoncer 1,4 milliard de profits en 2001, alors que l'entreprise aurait dû déclarer d'importantes pertes. Aujourd'hui, pour éviter la faillite, la direction a déclaré qu'elle licencierait 17 000 salariés, soit un cinquième des effectifs du groupe.

Dans le cas de la faillite d'Enron, le courtier en énergie texan, les patrons avaient masqué les dettes de l'entreprise qui se montaient à plus de 24 milliards de dollars. Après

conglomérat industriel qui fabrique, entre autres, des équipements électriques, est sous le coup d'une enquête boursière. Son dirigeant a été accusé de fraude fiscale. Il aurait acheté

dial du photocopieur, Xerox, a dopé son chiffre d'affaires de six milliards de dollars. La Commission boursière américaine lui avait déjà infligé une amende de dix millions de dollars, en avril dernier, pour avoir truqué ses comptes.

De nouvelles « affaires » financières en perspective ?

Face à l'ampleur des scandales de ces dernières semaines, même un journal conservateur comme *Le Figaro* est obligé de reconnaître, dans son édition du 27 juin, qu'« il n'est donc plus possible de penser que les abus commis

haute confiance dans le système (...). Les chefs d'entreprise coupables de fraude seront passibles de sanctions financières et, s'ils ont eu un comportement criminel, feront de la prison ».

Les rodomontades de Bush ne trompent personne venant d'un homme dont la fortune personnelle est loin d'être au-dessus de tout soupçon puisqu'il est lui aussi impliqué dans l'affaire Enron. Il n'est donc évidemment pas question pour le gouvernement américain – ni pour aucun autre gouvernement d'ailleurs – d'enfermer derrière les barreaux (pen-



Tempête sur la Bourse de Chicago le 26 juin : basses pressions sur le Nasdaq, les valeurs des « nouvelles technologies », qui se comportent exactement comme les anciennes.

avoir empoché des millions de dollars en salaires mirobolants, en fortes indemnités de licenciements ou en dividendes pour avoir vendu leurs paquets d'actions à temps, les patrons avaient littéralement jeté à la rue des milliers de salariés du groupe. Salariés qui avaient tout perdu puisqu'ils avaient investi toutes leurs économies dans les actions de la société pour financer leur retraite.

Des scandales financiers en série

D'autres grandes entreprises sont également embarquées dans la tourmente financière qui secoue les États-Unis. Tyco, un

des œuvres d'arts et des propriétés avec l'argent du groupe industriel à l'insu du fisc... et des actionnaires. Affaire similaire chez ImClone, une société de biotechnologie, coupable de fraude et de spéculation. Autre société, autre magouille : le dirigeant de MobilCom, une société de téléphonie, a « emprunté » près de 68 millions d'euros à sa société pour faire racheter par sa femme des actions MobilCom, qui devaient servir ensuite à lancer un programme de stock-options souligne *Libération* du 27 juin. Qwest, entreprise de pointe dans la haute technologie, est également soupçonnée d'avoir trafiqué ses comptes. Enfin, le leader mon-

par Enron, et tolérés par son auditeur Andersen, étaient une aberration ». D'aucuns prétendent qu'il faut « moraliser » la profession et « assainir » les mœurs du capitalisme ! Ainsi Bush, à l'annonce du scandale WorldCom, a déclaré que « les milieux d'affaires américains doivent comprendre qu'il y a mieux à faire que d'essayer de truquer les comptes, de faire disparaître 1 milliard ici ou 1 milliard là en espérant que personne ne remarque rien » et d'ajouter « le gouvernement fédéral poursuivra les coupables pour que les investisseurs et les employés aient la plus

dant de longues années) les patrons indécents, encore moins de s'en prendre à leur fortune. Ces déclarations visent à rassurer l'opinion publique et surtout à calmer la Bourse qui, à chaque annonce d'un scandale, réagit à la baisse. La confiance existe si peu dans les milieux de la finance que la Bourse américaine vient de demander à « 945 dirigeants de certifier personnellement les comptes de leur entreprise » comme si elle s'attendait à l'annonce de nouvelles fraudes financières et donc de nouvelles faillites.

R.C.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

PCF : DES BOUCHES S'OUVRENT MAIS POUR DIRE QUOI ?

C'est le branle-bas de palabres au Parti communiste. Pourquoi l'effondrement électoral ? Pourquoi les 3,37 % pour Robert Hue et les 4,91 % pour les candidatures aux législatives ? Pourquoi la perte d'environ un tiers des députés, après la perte de municipalités l'an dernier ? La Conférence nationale du PCF s'est réunie les 26 et 27 juin sur le thème « *que les bouches s'ouvrent* ».

Comme la direction du PS, celle du PCF choisit d'avouer n'avoir pas pris la mesure de l'exaspération des classes populaires. Vraiment ? Pourtant, cette « *France des oubliés* », la direction du PCF l'avait bel et bien entendue, mais volontairement pas écoutée. Politique et solidarité gouvernementales obligeaient. Et non seulement l'appareil du Parti Communiste a fait le choix d'assumer les mesures antiouvrières du gouvernement Jospin (la stagnation du Smic et de tous les salaires, la flexibilisation du travail sous prétexte de 35 heures, le feu vert à toutes les vagues de licenciements et la précarité, les privatisations, etc.), mais il a détourné les travailleurs de la riposte. Par une tactique subtile d'éparpillement et de découragement des luttes. Même si cela n'a pas toujours été aussi visible qu'à la SNCF en mai 99, quand Hue et Gayssot ont fait chorus pour dire que s'ils étaient chemins, ils ne seraient pas grévistes.

Le PC les entendait, les « oubliés », mais il était chargé par Jospin, d'une façon ou d'une autre, de leur clouer le bec. Et que les dirigeants du parti communiste ne viennent pas dire qu'il leur était impossible de mobiliser les militants et des travailleurs à leur suite. Car ils l'ont fait au moins à deux reprises, le 16 octobre 1999 (avant que les députés votent la loi Aubry), et au début de l'année 2001 contre les licenciements à Lu (avant que ses députés votent la loi dite de « modernisation sociale »). Mais chaque fois de façon étroitement contrôlée, limitée, pour faire avaler la pilule de leur complicité avec le gouvernement socialiste plutôt que pour mettre la classe ouvrière sur les rails d'une riposte.

Les bouches s'ouvrent à la tête du Parti communiste, mais pas pour dire cette vérité-là ! Et pas non plus pour aller à l'essentiel, offrir aux « oubliés » les perspectives qui leur ont manqué, tracer les grandes lignes d'un programme et d'un plan de lutte nécessaires, pour tous les travailleurs et les chômeurs, et contre l'offensive du gouvernement Raffarin qui prend le relais de Jospin. Pour les salaires, pour les retraites, pour l'interdiction des licenciements et l'embauche, pour les services publics. Il faut la liste des mesures à prendre. Il faut un plan d'action.

Mais ce n'est pas la politique de la direction du Parti communiste. Elle noie le poisson.

En guise d'autocritique, Robert Hue a déploré que la « mutation » qu'il avait engagée, « *cette véritable révolution de notre conception et notre organisation* »,

ne soit pas allée assez loin, qu'elle ait « *donné l'impression de tourner en rond* ». Ce qui résume peut-être la « révolution » à la sauce Robert Hue ! Marie-George Buffet, quant à elle, a précisé qu'il n'était pas question de regretter la participation gouvernementale. Elle a pris l'audacieuse décision de convoquer un congrès... pour 2003 ! « *Faisons un enfant* », a titré une tribune de l'Humanité présentant le projet. C'est donc pour dans 9 mois. Mais un enfant avec qui ? Et pas un nouvel enfant dans le dos des travailleurs ?

D'ici là, les travailleurs et les chômeurs devront-ils prendre leur mal en patience ? Se contenter de « forums », « ateliers », « chantiers sociaux » que les publicitaires-sociologues du parti ont concoctés ? Et qu'il s'agisse des membres de l'appareil qui semblent vouloir rester fidèles à Robert Hue ou à Marie-George Buffet qui arborent le drapeau de l'« anticapitalisme », ou qu'il s'agisse des « refondateurs », autour de Braouezec ou Martelli, qui proposent des « *Etats généraux du communisme* » pour agglutiner autour d'un « *pôle de radicalité* » qui engloberait une partie de la « gauche protestataire » (jusqu'à la LCR, rêvent-ils), tous cherchent la combine pour grossir leur poids électoral, et comme le dit Roger Martelli dans une tribune du Monde, « *raccorder le peuple à la démocratie* ». C'est quasiment les termes des chefs socialistes ! Faire croire à nouveau à une « alternance » crédible à gauche. Faire prendre à nouveau des vessies pour des lanternes. Telle semble être la seule préoccupation des courants qui se disputent actuellement la direction du Parti communiste.

Se relèvera-t-elle, avec ça ? On ne va certainement pas pleurer sur son sort et le prix qu'elle paie pour avoir joué le rôle de force supplétive aux gouvernements socialistes, depuis 20 ans (pour ne pas remonter plus loin en arrière).

Restent les dizaines de milliers de militants du courant communiste, dans les entreprises et les quartiers populaires. Qui ont envie d'en découdre contre Raffarin, comme ils rongeaient leur frein contre Jospin. Il va falloir qu'ils trouvent la voie de la riposte d'ensemble, sur un programme de mesures radicales telles que l'extrême gauche, et la première Arlette Laguiller, les a popularisées. Et l'extrême gauche va devoir, de son côté, mettre en avant ce programme, et saisir les opportunités de le proposer à tout ou partie du mouvement ouvrier. A commencer par les militants du Parti communiste.

Tous ensemble, contre la poursuite de l'offensive patronale et gouvernementale, pour un programme d'urgence des travailleurs et des chômeurs. C'est toujours d'actualité.

Michelle VERDIER

Convergences Révolutionnaires, bimestriel publié par la Fraction, n° 21 (mai-juin)

Au sommaire : - Suite des présidentielles : des articles sur la lutte contre l'extrême droite, les trahisons et la manoeuvre de la gauche, les divisions et les faiblesses de l'extrême gauche.
- Dossier : Le Moyen-Orient, Israël, Etats arabes, Autorité palestinienne... les pions de l'impérialisme.
- Les syndicats et la collaboration de classe en France (épargne salariale, AZF) et en Allemagne (IG-Métal)

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :
LO, pour la Fraction, BP 233 - 75865 Paris Cedex 18, ou
Les Amis de Convergences, BP 128 - 75921 Paris Cedex 19

Leur société

La construction de prisons UN AVEU D'IMPUISSANCE

Le gouvernement parle de construire de nouvelles prisons de façon à créer 11 000 places dont 7000 nouvelles ainsi que des « centres préventifs fermés » pour les mineurs délinquants.

Après le ministre de l'Intérieur, Sarkozy, accompagnant une brigade de policiers ou se faisant filmer dans les commissariats, après les flashballs, la droite tente de compléter l'image de super-championne du « sécuritaire » qu'elle veut se donner. La recette n'est pas nouvelle. Force est de constater qu'elle n'a rien résolu, et qu'elle ne résoudra rien aux problèmes qu'elle évoque.

En 1986, sous le gouvernement de Chirac, le ministre de la Justice, Chalandon, avait décidé la création de 13 000 places de prison. Cela s'était soldé par l'ouverture, au début des années 1990, de 25 nouvelles prisons, en partie gérées d'ailleurs pour la première fois par des entreprises privées. Sous Balladur, le garde des sceaux, Méhaignerie ajouta 4000 places, entérinées par la socialiste Guigou. Six nouveaux établissements ont été construits mais le surpeuplement, l'entassement de plusieurs détenus par cellule reste la règle.

Au total, le nombre de places dans les prisons est passé de 30 000 en 1985

à 47 000 aujourd'hui, mais le nombre de détenus atteint près de 55 000, ce qui ne peut que générer des situations, des conditions d'existence carcérales intolérables, une promiscuité dans laquelle les plus vulnérables sont irrémédiablement broyés, ou s'endurcissent pour se transformer de petits en grands délinquants.

La construction de nouvelles prisons, entreprise depuis plusieurs décennies, et celles à venir, est l'aveu que la société est parvenue à une situation inextricable, qu'elle ne parvient pas à maîtriser. La seule chose que sache faire le gouvernement, c'est de la démagogie réactionnaire pour faire croire qu'en enfermant davantage de gens, et en particulier des jeunes, les cités seront plus paisibles.

Le « Monsieur prisons » du nouveau gouvernement ne s'est pas même engagé à tenir une promesse, contenue dans une loi d'il y a deux ans, de faire bénéficier chaque détenu d'une cellule individuelle en juin 2003. En revanche, les « centres préventifs fermés pour les mineurs délinquants », pour ne pas employer le terme de sinistre mémoire, les maisons de correction, doivent voir le jour, ce qui en dit long sur la marche arrière dans laquelle s'engagent ceux qui nous gouvernent.

Annie ROLIN

L'exemple américain

Aux États-Unis, comme ailleurs, ce sont surtout les pauvres que l'on met en prison et le développement spectaculaire du système carcéral y est lié à l'extension de la pauvreté.

De 1960 à 1975, années de relative prospérité, la population carcérale diminuait chaque année de 1 à 2 %. Les « spécialistes » débattaient alors de « décarcération », de peines de substitution et même d'une société « sans prison », où l'enfermement serait réservé aux seuls « prédateurs dangereux » (estimés à 10 % des 380 000 prisonniers de 1975).

Mais avec la crise, tout a changé. Les États-Unis ont aujourd'hui un taux de pauvreté double ou triple de celui des pays d'Europe occidentale. Un tiers des salariés gagnent trop peu pour franchir le seuil de pauvreté officiel. Les travailleurs peu qualifiés gagnent en moyenne 40 % de moins que leurs homologues européens. La population répertoriée comme très pauvre, survivant avec moins de 50 % du seuil de pauvreté, a doublé entre 1975 et 1995. Les enfants sont particulièrement touchés : un petit Américain sur cinq grandit dans la misère (un sur deux dans la communauté noire). Et l'Amérique « d'en bas » ne peut guère compter sur l'aide de l'État : aux États-Unis, les dépenses sociales sont les plus faibles de tous les pays industrialisés. Cinquante millions d'Américains, dont douze millions d'enfants, sont dépourvus de cou-

verture médicale. Trente millions souffrent de faim et de malnutrition. Sept millions vivent dans la rue et, dans certains endroits (par exemple le Bronx, quartier à majorité noire de New-York), la mortalité infantile est comparable à celle des pays les plus pauvres de la planète.

La réponse de l'État à ce dramatique problème de pauvreté et de chômage a été une répression toujours accrue. Quand Reagan est arrivé à la Maison-Blanche, il y avait 6 000 gardiens de prison en Californie. Il y en a aujourd'hui près de 50 000. Le nombre de prisonniers est passé de moins de 400 000 en 1975 à 800 000 dix ans plus tard pour atteindre les 2 000 000 aujourd'hui, sans compter les personnes condamnées à la prison avec sursis ou remises en liberté conditionnelle. Au total, il y a aujourd'hui environ 6 millions d'Américains entre les griffes du système judiciaire alors que depuis trente ans la criminalité est restée globalement constante.

Cette croissance est sans précédent dans l'histoire des États-Unis où la domination de la bourgeoisie et les inégalités qu'elle engendre ont pris la forme d'une véritable guerre contre les pauvres.

Sylvain ROCHE

Dammarie-lès-Lys (Seine-et-Marne)

Campagne antijeunes

« NOS MOTS SONT NOS ARMES »

À Dammarie-lès-Lys, dans la banlieue sud de Melun, la police est intervenue de manière massive et spectaculaire, lundi 24 juin.

Dès 6 h 30 du matin, deux compagnies de CRS, une brigade départementale et un groupe du Raid ont investi l'immeuble du Bas-Moulin, pour protéger une entreprise de nettoyage venue enlever les banderoles et effacer les tags ornant une partie inoccupée de l'immeuble.

Ces banderoles et ces tags avaient été placés par des jeunes de la ville pour rendre hommage à Mohamed, tué à la suite d'une bavure policière, et en même temps pour marquer leur colère contre la police.

Il s'agissait de tenter d'isoler le comité de soutien à Mohamed Berrichi. Cela fait maintenant plusieurs semaines que Kader, le frère de Mohamed, et ses amis multiplient les manifestations et

les interventions dans les réunions politiques et les fêtes associatives pour que la vérité soit faite. La politique sécuritaire, ils sont bien placés pour le savoir, ne règle aucun des problèmes dans les quartiers populaires. Mais l'actualité de l'association dérange les autorités et, en premier lieu, le député-maire UMP de la ville, Jean-Claude Mignon.

Le comité de soutien se désolidarise complètement des quelques actes isolés que les autorités veulent lui imputer et dénoncent les accusations du maire qui les a traités de « *petits terroristes de banlieues* » et les a accusés du vol de matériel sono. Certains d'entre eux sont « *connus des services de police* », explique le maire, pour avoir participé, il y a cinq ans, aux émeutes après la mort par balle d'un autre jeune du quartier. Mais aujourd'hui, les mêmes, cinq ans plus tard, expliquent que ce n'est pas en cassant et en brûlant des voitures que l'on est le plus efficace. Certains d'entre eux se sont investis dans les associations du quartier. L'association « *Bouge Qui*

Bouge », que préside Kader Berrichi, a pour but d'assurer le soutien scolaire des plus jeunes et de les encadrer lorsqu'ils jouent au pied de l'immeuble du Bas-Moulin. Cette présence permanente est appréciée de tous, des parents jusqu'aux tout-petits.

Aujourd'hui, sous prétexte que l'association s'est solidarisée avec le comité de soutien à Mohamed, les autorités tentent de la priver de tout moyen de fonctionnement. Lundi 24, en perquisitionnant, les policiers ont défoncé la porte à coups de bélier. Ils ont en partie saccagé le local et ont jeté au sol des livres (romans, livres scolaires, cahiers de vacances...). Face au désastre, les petits remontaient le moral des grands en leur disant : « *C'est pas grave, on va tout ranger* ».

Mais les attaques s'enchaînent : Kader, en tant que président de l'association, a été convoqué par huissier pour le mardi 25 juin, au tribunal des référés. L'Office HLM, présidé par un membre de l'UMP, demande à la justice l'expulsion

de l'association de ses locaux.

Vendredi 28 juin, le juge des référés a rendu son délibéré en ordonnant l'expulsion de l'association de son local. Il appuie son jugement sur le fait que l'association a contribué à entretenir « l'agitation » et « le trouble à l'ordre public » après la mort de Mohamed. C'est une manière de dire qu'une association n'a pas le droit d'exprimer son opinion et sa solidarité avec un mouvement d'émotion et de protestation. Face à cela, l'association a décidé de s'installer devant le local, sous une tente, avec une banderole : « *BOUGE QUI BOUGE S.D.F, liberté d'expression bafouée* ». La police, qui se déplace dans les quartiers portières ouvertes avec gilets pare-balles et flashball à la main, est intervenue pour faire décrocher une banderole installée entre deux arbres. Pour montrer leur intention d'agir sans provocation, les membres de l'association ont déplacé la banderole. Lundi 1^{er} juillet, c'est sans crainte du ridicule que des policiers casqués, cachés derrière leurs boucliers et leurs

armes, ont « protégé » la fermeture du local tandis que les membres du comité de soutien... prenaient le petit déjeuner en commentant la presse du matin ! Ils ont décidé de faire appel aux médias, associations, forces politiques et militantes pour populariser leur mouvement. Un débat est prévu samedi 6 juillet, avec barbecue et, si possible, projection des films des dernières interventions policières. Des tracts sont distribués et une pétition circule.

Aujourd'hui, l'association et le comité de soutien restent déterminés à se faire entendre et respecter. Comme les jeunes l'affirment : « *Aujourd'hui, nous sommes en insécurité puisque l'on porte atteinte délibérément à nos droits fondamentaux tels que la liberté d'expression, d'association, de circuler et au-delà d'exister. Si nos mots sont nos armes, alors nous sommes des terroristes de quartiers. La seule crainte que Monsieur Mignon ait le droit d'avoir est celle de notre action politique.* »

Taudis parisiens

LA TUBERCULOSE FRAPPE LES PLUS PAUVRES

Trente-cinq cas de tuberculose ont été récemment recensés dans un foyer de travailleurs immigrés du 12^e arrondissement de Paris. Ces cas ne sont certainement pas les seuls, compte tenu du nombre de sans-logis, de mal-logés et de taudis ainsi que de foyers de travailleurs immigrés dans un état lamentable, dans lesquels une population précarisée s'entasse dans des conditions épouvantables. Et ce ne sont pas les plans successifs du gouvernement Jospin, concernant « l'éradication de l'habitat indigne », qui ont changé en quoi que ce soit la situation.

En annonçant ces cas de tuberculose, les responsables de la mairie de Paris ont déclaré que « *la situation est aujourd'hui bien contrôlée, les personnes infectées étant toutes sous traitement et suivies par les équipes médicales de la ville* ». Il n'y aurait pas non plus de quoi s'inquiéter d'une contagion possible puisqu'il s'agit « *d'une forme débutante* » de la maladie, sans aucun « *caractère de gravité* » et sans « *risque contagieux* ».

Il reste qu'en ce début de 21^e siècle, en plein cœur de la « ville lumière », la tuberculose réap-

paraît alors qu'elle avait pratiquement disparu en France depuis des décennies et qu'on sait parfaitement la prévenir et la guérir. Seulement, elle reste une maladie de la pauvreté, de la misère, liée au manque d'alimentation correcte et à des conditions de vie et d'hygiène indécentes. Elle fait toujours partie de ces maladies infectieuses qu'on sait soigner mais qui sont pourtant la principale cause de décès dans les pays pauvres de la planète. Cette maladie frappe ici des travailleurs immigrés et leurs familles vivant dans les foyers, dont une partie importante ne peut obtenir des pouvoirs publics les papiers qui, en permettant la régularisation de leur situation, leur ouvriraient des possibilités de vivre autrement qu'entassés dans des bâtiments insalubres et, en particulier, leur permettraient d'avoir accès à un suivi médical normal. Mais si la mairie de Paris s'est voulue rassurante, elle n'annonce rien de sérieux pour supprimer les causes de la situation.

Le foyer du 12^e arrondissement en question est vieux d'une trentaine d'années. Il compte officiellement 340 lits mais abrite jusqu'à 800 person-

nes, pour l'essentiel des travailleurs africains et maghrébins, à raison d'une dizaine de personnes par chambre de 15 m². A Paris, il existe quelque 46 foyers de travailleurs immigrés, souvent laissés à l'abandon par leurs gestionnaires et cela alors que de prétendus programmes de rénovation sont en cours. Ainsi, en 1997, le gouvernement avait lancé un plan de rénovation sur cinq ans des foyers. Il s'agissait d'un plan de plus, succédant aux précédents et qui, comme les précédents, a été suivi de bien peu d'effets. L'équivalent de 275 millions d'euros avait été débloqué pour 326 opérations de « *réhabilitation- restructuration* ». En octobre 2001, seulement 90 opérations avaient été réalisées ou simplement « *engagées* ». Autant dire qu'au terme des cinq ans, soit en 2003, le plan initial sera très loin d'être achevé... même si les fonds auront été engloutis. Aujourd'hui, les pouvoirs publics parlent de lancer une enquête... pour mieux comprendre le fonctionnement des foyers et leurs conditions d'occupation. Comme si la situation n'était pas connue et les remèdes aussi.

L.P.



Un immeuble de taudis dans le quartier de la gare de Lyon, à Paris

Sommet du G8

L'AFRIQUE RELÉGUÉE AU SECOND PLAN



Des ouvriers d'une usine d'assemblage automobile à Abidjan en Côte d'Ivoire.



Des jeunes récupèrent tout ce qui peut être utilisable dans une décharge près d'Abidjan

Le dernier sommet du G8, le groupe des huit pays les plus puissants, qui s'est tenu au Canada, devait être en priorité consacré à l'Afrique. Quatre chefs d'États africains (Afrique du Sud, Algérie, Nigéria, Sénégal) avaient été invités pour la première fois pour plaider en faveur du NEPAD : le « Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique »... projet qui, selon ceux qui l'ont conçu, devrait coûter 64 milliards de dollars d'investissements par an.

En fait, les problèmes de l'Afrique n'ont guère été au centre des débats. Ils ont été éclipsés par ceux de la lutte contre le terrorisme et du conflit au Proche-Orient. Les chefs de file de l'impérialisme ont décidé de consacrer « 20 milliards de dollars » à la lutte contre la

menace nucléaire, bactériologique et chimique et pour le développement de l'Afrique, et ont tout juste consenti une petite réduction de la dette d'un milliard de dollars... aux pays les plus endettés, notamment ceux touchés par la baisse des cours des matières premières. Une somme dérisoire au regard de l'endettement des pays du continent africain !

Pour le reste, ce ne fut que des déclarations d'intentions comme à chaque fois. La décision de consacrer à l'Afrique la moitié de l'augmentation de l'aide publique au développement (ADP) n'a été assortie d'aucun engagement contraignant. Les pays européens ont décidé d'augmenter leur aide publique pour tous les pays y compris l'Afrique d'ici 2006. Elle correspond actuellement à 0,33 % de leur richesse nationale et devrait passer à 0,39 %. Celle des États-Unis s'élève à

0,1 % de son produit intérieur brut. Certes, jusqu'à présent cette aide était en baisse régulière. Mais la hausse prévue – si elle est effective – est loin de compenser la baisse de ces dernières années. Dans tous les cas, l'aide publique au développement est dérisoire au regard des besoins immédiats et urgents en matière de santé et d'éducation des pays africains et du Tiers-Monde. L'ADP ne profite guère à la majorité de la population pauvre qui en aurait le plus grand besoin. Et dernier paradoxe : elle se « dirige » vers les pays jugés « intéressants » à l'aune des intérêts économiques et politiques de l'impérialisme, cette Afrique qualifiée « d'utile » par les experts des organismes internationaux. Cette « Afrique »-là est celle, en général, des pays producteurs de pétrole et autres richesses minières, qui permet aux multinationales de réaliser des profits

considérables.

Les bourgeoisies nationales de ces pays détournent l'aide publique pour leur compte, quand ce ne sont pas les multinationales, elles-mêmes, en complicité directe avec leur propre impérialisme, qui utilisent cette manne pour corrompre les élites locales : chefs d'États, ministres ou généraux et en faire des instruments dévoués à leurs intérêts. Alors le préalable de « bonne gouvernance » et de lutte contre la corruption imposé aux pays africains par le G8 pour que ces derniers puissent prétendre à l'aide publique à venir est d'une totale hypocrisie ! Comme le disait en substance un dictateur africain, Omar Bongo, un « ami de la France » connaisseur en la matière : « Pour qu'il y ait un corrompu, il faut bien un corrompu ».

L'Afrique est délaissée par les grandes puissances qui n'y

investissent que ce qui est nécessaire à la réalisation de leurs profits. Elle n'intéresse les multinationales que dans la mesure où celles-ci peuvent piller ses richesses. Peu importe si la moitié de la population du continent vit avec moins de un dollar par jour et n'a accès ni à l'eau potable et à l'électricité, ni aux soins et à l'éducation.

La dure réalité, c'est le pillage du pétrole d'Afrique de l'Ouest et Equatoriale par les compagnies pétrolières occidentales et américaines, des richesses minières de la République démocratique du Congo, un pays aujourd'hui totalement démantelé et dépecé. La spéculation à la Bourse de New York, de Londres ou de Paris sur les matières premières agricoles achève de ruiner les petits planteurs de café et de cacao ivoiriens. Tandis que les subventions de l'État aux grands producteurs de coton des

Alléger ou annuler la dette du Tiers-Monde ?

L'IMPÉRIALISME DOIT REMBOURSER TOUT CE QU'IL A VOLÉ ET PILLÉ

Le mécanisme infernal de la dette des pays pauvres vis-à-vis des pays riches agit comme un interminable cancer. Leur économie est totalement dépendante de l'impérialisme. Pourtant les pays d'Afrique et d'Asie ont déjà largement remboursé le capital investi (et les grandes puissances récupéré plusieurs fois leur mise de fonds initiale). Mais ils continuent de s'appauvrir par le biais du remboursement des seuls intérêts de la dette. Soumises au joug d'une dictature politique et économique, les classes pauvres supportent seules le fardeau de cette dette.

L'allègement du fardeau de la dette des pays pauvres est un pis-aller. Cela ne changerait rien

à la situation des populations de ces pays. D'abord parce que pour qu'un pays pauvre puisse bénéficier d'un tel « allègement », il doit obligatoirement passer par les conditions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Ces deux organismes imposent des conditions à leurs aides, par exemple, le démantèlement des services publics existants et leur concession à des groupes privés. Groupes qui sont en général soit des multinationales européennes implantées en Afrique soit des filiales « locales » de ces mêmes trusts. C'est le cas, par exemple, du groupe français Bolloré. Cette multinationale française a accaparé des pans entiers des économies nationa-

les de nombreux pays du continent africain.

Demander l'annulation de l'ensemble de la dette tout court comme le font certaines organisations non gouvernementales est la moindre des choses. Mais le problème de fond est celui du pillage de l'économie des trois quarts de la planète au profit d'une poignée de pays riches, puisque le capital investi par les grandes puissances et les grandes sociétés a déjà été remboursé plusieurs fois.

Annuler la dette, cela signifie pour commencer effacer l'ardoise de ce qui reste à payer par les pays pauvres mais aussi tirer un trait sur ce qui a été amassé dans les banques et sur les comptes en banque des pays

riches depuis des décennies. Les empires financiers qui se sont bâtis sur le vieux continent et les fortunes colossales amassées par les bourgeoisies d'Europe et des États-Unis depuis le XIX^e siècle et tout au long du XX^e, proviennent – en très grande partie – de l'exploitation et du pillage des ressources de toute la planète.

La justice, ce serait non seulement l'annulation de la dette, mais surtout de mettre un terme au pillage actuel en expropriant la bourgeoisie et en remboursant ce qui a été volé et pillé aux peuples d'Afrique et des autres continents.

R.C.



UÉE
AN

Cour pénale internationale

L'HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES



Une crise vient d'éclater entre un grand nombre d'États, essentiellement européens, et les États-Unis, à propos de l'institution d'une Cour pénale internationale (CPI). Cette tempête dans un verre d'eau judiciaire est une illustration de ce que valent les grands principes dans ce monde dominé par l'impérialisme.

De nombreuses ONG (organisations non-gouvernementales) qui défendent les droits de l'Homme et sont scandalisées par l'impunité dont jouissent les dirigeants des grandes puissances qui commettent des génocides et autres crimes contre l'humanité, au Rwanda, en Sierra Leone, en Bosnie, ou ailleurs, ont poussé à la création de ce tribunal international, qui pourrait juger, en passant par-dessus la tête des États incriminés dans ces forfaits.

Il s'agit de faire, à l'échelle internationale cette fois, un tribunal comme celui qui a été institué pour juger des crimes commis dans l'ex-Yougoslavie.

Après bien des atermoiements, 135 pays ont signé le texte fondateur, mais jusqu'à présent 76 seulement l'ont ratifié. Ceux qui poussent à la création de la CPI sont essentiellement des pays d'Europe. Depuis une quarantaine d'années en effet, les derniers États européens qui possédaient des restes d'empires coloniaux ont dû leur accorder l'indépendance, après des guerres abominables, en Algérie et dans les ex-colonies portugaises. Les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, pour le moment les soldats européens n'en commettent plus directement. Ils font faire le sale « travail » par la soldatesque locale, comme la France encore récemment au Congo ou comme elle l'a encouragé et laissé faire au Rwanda.

Cependant les représentants français ont été réticents à la création de la CPI, et ne l'ont acceptée qu'après avoir obtenu des garanties. Parmi ces garanties il est prévu que le Conseil de sécurité de l'ONU pourra, dans certaines circonstances, interrompre une enquête.

Quant aux missions militaires accomplies sous le couvert de l'ONU, elles sont par définition hors du champ des crimes de guerre. Il en va ainsi des bombardements sur l'Irak ou sur le Kosovo. Le risque qu'un tel tribunal pour les pays d'Europe

implique un gouvernement européen est très limité.

On mesurera toutefois l'hypocrisie de cette position si l'on rappelle qu'il n'y a pas si longtemps la Grande-Bretagne détenait Pinochet, criminel s'il en fut, et qu'elle l'a laissé filer...

Mais, bien que cette Cour pénale internationale soit dans l'esprit des dirigeants des grandes puissances une façon d'amuser la galerie, les États-Unis ont refusé de s'y rallier. Et comme les signataires persistent, les dirigeants américains menacent de retirer leurs forces des divers organismes de l'ONU auxquels ils participent, en Bosnie et ailleurs.

Pour les responsables, l'argument des États-Unis est le suivant : il n'est pas question que des soldats américains qui se battent sous le couvert de l'ONU par exemple puissent être inquiétés par un tribunal international. Pour eux, seul un tribunal américain peut juger des citoyens américains.

En réalité, ce qui gêne les dirigeants américains, c'est l'utilisation « à des fins politiques » de ce tribunal. Ainsi, des Afghans pourraient porter plainte contre les États-Unis pour leurs bombardements aveugles, dont l'un, le bombardement d'un mariage, vient encore de faire des dizaines de victimes civiles tout récemment.

Car si les Européens se sont grosso modo dégagés des guerres coloniales, les États-Unis, le gendarme du monde, courent le « risque » d'assumer les « dommages collatéraux » de leurs nombreuses interventions militaires dans le monde : en Somalie, en Irak, au Kosovo, en Afghanistan. Et les États-Unis ne tiennent pas à s'encombrer d'un tribunal international, même pourvu de toutes les garanties qu'on voudra. C'est une façon de dire que les États-Unis ne veulent pas prendre l'engagement de ne commettre aucun crime de guerre. D'ailleurs, qui les croirait ?

Autre raison du refus américain, c'est que la CPI est une émanation européenne. Les États-Unis veulent bien jouer les gendarmes, mais pas que les Européens ou d'autres puissent leur donner des leçons.

Mais toute cette tempête n'est qu'une farce : lors du récent sommet du G8 au Canada, tous les représentants des principales grandes puissances impérialistes ont accueilli Poutine, l'homme qui doit son

accession au pouvoir à la guerre en Tchétchénie, et qui laisse sa soldatesque y commettre des atrocités. Tout ce beau monde s'est congratulé, et Poutine a même obtenu quelques milliards de dollars !

Alors la future Cour pénale internationale va-t-elle citer Poutine comme criminel de guerre et tous les autres dirigeants du G8 comme complices ?

La CPI, si elle voit vraiment

le jour, s'en prendra à des criminels locaux, coupables certes, mais laissera tranquille les gros bonnets de l'impérialisme. Elle ne porte pas « la promesse d'un monde où les responsables de génocides, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerres seront poursuivis par la justice », comme le prétend le secrétaire de l'ONU, Kofi Annan.

André VICTOR

Afghanistan

LA POPULATION VICTIME DE LA POLITIQUE DE BUSH

Même si l'on n'en parle plus beaucoup, l'agression américaine contre l'Afghanistan continue.

Lors d'un mariage qui s'est tenu dimanche 30 juin dans une bourgade du sud du pays, un bombardement effectué par l'aviation américaine a tué quarante personnes

ricaine, au point que celle-ci utilise les grands moyens. Telle est en tout cas la dernière version à laquelle sont parvenues les autorités américaines.

Ce massacre est à ranger dans ce que certains osent appeler les « dommages collatéraux ». Ceux-ci sont deve-



et fait au moins soixante blessés parmi les convives.

Dans un premier temps, le porte-parole de l'armée américaine avait affirmé que le bombardement a eu lieu contre une batterie antiaérienne en action. Devant l'in vraisemblance de ces propos, les tirs de DCA sont finalement devenus de simples coups de feu, tirés en signe de joie par les amis des mariés. Quelques tromblons auraient donc effrayés l'aviation amé-

nus si banals qu'Hollywood en a fait le sujet, et le titre, d'un de ses récents films, avec en vedette Schwartzeneger, certainement moins dangereux que Bush.

La multiplication de ces bavures, outre qu'elles témoignent d'un mépris sans borne pour les populations, souligne aussi combien doit être développé le sentiment d'impunité des militaires américains qui s'estiment intouchables.

G.L.



Angola

LA FAMINE MENACE

Pendant que les chefs d'État les plus puissants du monde discutent de l'avenir de la planète et de « l'aide » qu'ils pourraient apporter à l'Afrique, au sommet du G8, une famine frappe la population de l'Angola, un pays meurtri par près d'un quart de siècle de guerre civile. Et si les principales puissances impérialistes et les grandes compagnies pétrolières, Elf en tête, portent un intérêt quelconque à ce pays de l'Afrique sub-tropicale, c'est pour son pétrole ou ses diamants, pas pour ses habitants.

Ancienne colonie portugaise, l'Angola est un pays deux fois plus grand que la France. Il compte douze millions d'habitants et se range parmi les plus pauvres. Commencée il y a vingt-sept ans contre le Portugal, la guerre civile s'est poursuivie entre les factions rivales du MPLA, le parti au pouvoir, de José Eduardo Dos Santos, et celle de l'UNITA de Jonas Savimbi. Ce dernier, un chef de guérilla, fut un temps un pion entre les mains de l'impérialisme américain et de l'Afrique du Sud, qui le lâchèrent par la suite. L'UNITA se retrouva alors

de plus en plus isolée sur le plan politique et militaire : la récente mort de son chef a porté le coup de grâce à la rébellion. Cette guerre civile

Les militaires rebelles de l'UNITA, aujourd'hui démobilisés, et leurs familles – en tout près de 300 000 personnes – ont besoin de soins

nies : sans médicaments, sans nourriture, sans vêtements ni couvertures pour affronter les nuits froides des hauts plateaux, en cette période de sai-

cins sans frontières (MSF), les enfants sont les premières victimes de la malnutrition et souffrent de paludisme, de diarrhées et de tuberculose. La mortalité infantile y est donc très élevée.

Depuis près d'un quart de siècle, la population angolaise a été prise en otage entre les bandes armées du MPLA et de l'UNITA. Ces dernières se battaient pour contrôler le pouvoir, bénéficier de la manne pétrolière et de l'exploitation diamantifère afin de financer leur armement. Les rivalités entre les chefs de guerre locaux ont été renforcées et entretenues par les compagnies pétrolières et minières, soutenues par leurs puissances impérialistes respectives.

La « paix » revenue, la population angolaise survit toujours dans une misère effroyable. Dos Santos, le dictateur au pouvoir en Angola, peut désormais se poser en interlocuteur légitime et incontournable de l'impérialisme dans la région et en défenseur de ses intérêts. Comme il l'a fait pour Elf en intervenant dans la guerre civile du Congo-Brazzaville pour hisser au pouvoir le dictateur Denis Sassou Nguesso en 1997.

René CYRILLE



Il y a les famines dont parlent les médias, et celles qui sont passées sous silence : ici, en ce moment, au Malawi, en Afrique australe !

qui a fait plus de trois cent mille morts a officiellement pris fin le 4 avril dernier. Depuis, les organisations humanitaires peuvent pénétrer dans les zones qui étaient sous contrôle de l'UNITA, et ont constaté que la situation de la population y est catastrophique.

urgents, tandis que des dizaines de milliers d'autres personnes, fuyant les exactions des forces gouvernementales et des troupes rebelles, errent encore dans les forêts. On estime à trois millions le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Toutes ces populations sont totalement dému-

son sèche d'hiver. A cause des routes minées et des ponts détruits sur les cours d'eau, leur isolement est total. On ne compte plus les villages incendiés et détruits dans le pays, ni les villes fantômes. Dans des camps de fortune installés en urgence par des organisations humanitaires comme Méde-

Charles-de-Gaulle

CHIRAC FAIT DU BATEAU

L'amiral commandant la « Task Force 473 », comprenant le porte-avions *Charles-de-Gaulle* et ses navires d'accompagnement, s'est déclaré « extrêmement fier » de l'accomplissement de la mission de son groupe de combat « sans aucun incident ».

S'il voulait faire allusion à la longue suite d'incidents et d'avaries dont a été victime le navire (pont d'envol trop court, hélice fissurée, etc.) on comprend son soulagement : le bâtiment a tenu la mer durant sept mois apparemment sans problème, et il est bien rentré au port, ce qui ne paraissait pas évident au départ.

Il y a eu toutefois quelques « incidents » qui ne sont pas considérés comme tels par l'amiral. Les avions

embarqués ont accompli au dessus de l'Afghanistan 777 vols en opération (soit 10 % du total de la coalition dirigée par les Etats-Unis) et ont largué treize bombes. C'est peu, par rapport aux tapis de bombes des américains, mais combien ont-elles fait de victimes ? Cela n'entre pas dans les considérations de l'amiral.

Chirac a profité du retour du *Charles-de-Gaulle* pour se montrer auprès des militaires. Sans craindre le ridicule il leur a déclaré : « Le président Bush a souligné auprès de moi, la semaine dernière au Canada, la qualité tout à fait remarquable de notre coopération militaire sur ce théâtre ». Les États-Unis, on le sait, n'avait militairement aucun besoin des forces françai-

ses. Ils voulaient simplement impliquer quelques pays impérialistes de

venir tout seuls en Afghanistan. Les dirigeants français, ainsi que leurs homologues britanniques ont obéi au coup de sifflet. Ils peuvent se déclarer flattés par quelques paroles aimables de Bush, comme un bon toutou mérite son sucre.

Lors de sa visite, Chirac

mation militaire de cinq ans, pour la période 2003-2008. Il voudrait – sans que la décision soit encore prise – un second porte-avions, de façon que lorsqu'on en révisé un, le second soit opérationnel. Mais pourquoi faire ces porte-avions ? Pour bombarder des pays comme l'Afghanistan ? Pour pouvoir intervenir en Afrique ou ailleurs, si d'aventure les « intérêts français » y étaient menacés ?

Non seulement cela ne peut se faire qu'au détriment de ces peuples, mais cela se fera également aux dépens des contribuables français qui voient ainsi jeter à l'eau, et dans les airs, des milliards qui ne servent qu'à enrichir les industriels de l'armement et qui seraient infiniment mieux employés dans les services nécessaires à la population.

André VICTOR

LE REQUIN DE L'AÉRONAVAL



second rang, comme la Grande-Bretagne ou la France, afin de ne pas inter-

a évoqué « l'effort financier » que nécessitera la prochaine loi de program-



Suppression de classes

DRÔLE DE FAÇON DE LUTTER CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE

Dans chaque département, l'Inspection académique a procédé à des ajustements en vue de la prochaine rentrée scolaire, avec le souci de supprimer des classes de façon à ce que celles qui restent soient remplies au maximum. Les quartiers populaires, ceux pour qui l'allègement des effectifs serait d'une urgente nécessité, sont les premiers à en subir les conséquences.

En Seine-Saint-Denis, par exemple, le couperet est tombé : 105 suppressions de classes contre 54 ouvertures. Dans le Val-de-Marne, le bilan est également négatif : 59 fermetures contre une trentaine d'ouvertures. Dans ces deux

départements, beaucoup d'habitants sont des travailleurs et des chômeurs, et parmi eux des personnes sur qui pèsent le plus lourdement les injustices sociales. Leurs enfants vont subir de plein fouet les classes surchargées. Que ce soit le nouveau venu, Luc Ferry, qui organise la rentrée, ou l'ancien, Jack Lang, qui l'a préparée, ils font mine de s'occuper des problèmes sociaux, le temps d'un discours contre l'illettrisme par exemple.

Dans les deux départements en question, les Inspections académiques invoquent une diminution de la population scolaire pour supprimer des classes. Si cela était le cas, ce serait au contraire le moment d'améliorer les choses, de donner davantage de moyens aux

enseignants pour faire dans de meilleures conditions leur métier, avec la possibilité de mieux aider les élèves, et de consacrer plus de temps à ceux qui sont en difficulté. L'Inspecteur d'Académie du Val-de-Marne déclare vouloir mettre l'accent sur les apprentissages de base (lecture, écriture et langage) et « réapprendre aux jeunes élèves à vivre en collectivité, à respecter les règles, la politesse et prévenir la violence ». Voilà pour les conseils aux enseignants. Mais ne serait-il pas, lui, dans l'obligation de mettre ses actes en accord avec ses paroles en organisant ses services de façon à confier aux enseignants un nombre d'élèves qui leur permette d'agir au mieux, pour mettre en œuvre ses règles ?

Mais non, c'est la calculette qui tranche dans le vif. C'est, dans ce domaine comme dans d'autres concernant l'intérêt public, la logique comptable qui commande. Un dernier ajustement doit encore intervenir en septembre, au vu d'un comptage d'élèves. Cette façon de procéder désorganise la rentrée avec des enseignants qui ne sont pas encore nommés.

Les responsables censés être en charge de l'Éducation nationale cherchent à grignoter au maximum sur les effectifs de l'encadrement, quitte à reculer parfois face à une réaction collective des enseignants et des parents. On a assisté ces dernières semaines à des manifestations et à des occupations d'écoles, qui ont contraint les responsables à reculer, au

moins partiellement, dans leurs intentions de faire régresser l'accueil des élèves. C'est déjà ça ! La tactique des responsables de l'Éducation nationale est classique. Ils empiètent sur les acquis, puis reviennent en arrière, si les parents et les enseignants réagissent. Mais leur coup réussit lorsqu'il n'y a pas de réaction.

La leçon est claire : pour que les besoins soient pris en compte, avec priorité aux quartiers populaires, il faudrait un service public d'éducation soumis au contrôle de ceux qui éduquent les enfants, parents et enseignants réunis, et un budget qui permette d'obtenir le nombre d'enseignants qu'il faut.

Jean SANDAY

Créteil (Val-de-Marne)

QUAND LES POULETS APPORTENT LE JAMBON

A l'école maternelle de La Brèche à Créteil, les parents ont appris qu'une fermeture de classe était prévue pour la prochaine rentrée scolaire. Cela voudrait dire un effectif de 32 pour les grands, 30 pour les moyens et 28 pour les petits. A l'initiative de la FCPE (Fédération des conseils des parents d'élèves), ils ont occupé l'école durant une bonne partie du mois de juin. Ceux qui étaient venus inscrire leurs enfants pour l'année prochaine ont également fait part de leur mécontentement car les plus petits ne pourraient pas être scolarisés à la rentrée si cette classe était supprimée.

Pour renforcer leur action, les parents avaient organisé une journée cantine morte le vendredi 21 juin. Ils s'étaient organisés pour apporter eux-mêmes de quoi nourrir leurs enfants ce jour-là.

Au lieu d'être solidaire de l'action des parents, le maire socialiste de Créteil, Laurent

Cathala, a fait livrer le repas de la cantine... sous escorte policière. Un commissaire, des voitures et deux fourgonnettes ont été requis pour livrer le « jambon-purée » ! Lors du conseil municipal qui a suivi, le maire a revendiqué fièrement cette intervention. Quand les deux élus Lutte Ouvrière ont demandé au conseil municipal de condamner l'intervention policière, en solidarité avec les parents et les enseignants, les élus Verts se sont abstenus, ceux du PS, PCF ont voté contre, avec la droite et l'extrême droite. Lors du vote de la motion proposée par Lutte Ouvrière, le maire socialiste s'est mis en colère : non pas contre l'Inspection académique et contre le gouvernement de droite qui supprime des classes, mais contre les conseillers municipaux Verts parce qu'ils avaient refusé de voter comme le maire et comme le Parti Socialiste. Édifiant !

Paris 17^e

UNE JOURNÉE RÉUSSIE : UNE RÉOUVERTURE DE CLASSE

Rue Pouchet dans le 17^e arrondissement de Paris, la colère des enseignantes a été unanime. En effet, elles avaient écrit à l'inspecteur d'Académie pour demander une entrevue. Et elles avaient précisé qu'en cas de non-réponse, elles se mettraient en grève le vendredi 21 juin pour protester contre une fermeture de classe, scandaleuse dans une école difficile. La moyenne d'élèves par classe serait alors passée à 28 contre 25, comme cela est prévu en ZEP.

Dans le métro, elles se sont fait entendre, criant, chantant sur les quais. Aux approches du ministère de l'Éducation nationale, les CRS les ont escortées. La

droite entérine les suppressions de postes décidées par l'ex-ministre Jack Lang !

Les renseignements généraux ou la RATP avaient informé les CRS que de « dangereuses institutrices » arrivaient. Ils ont demandé la responsable syndicale. Surprises par cette question saugrenue parce que les syndicats n'avaient pas levé le petit doigt pour les épauler, elles se sont regardées et ont choisi une des leurs, syndiquée, qui a été déclarée porte-parole par ses collègues. Arrivées sur les lieux du rassemblement, elles ont eu droit à France 3 qui a relaté le soir même leur revendication.

L'Inspection a prétendu que leur lettre n'était pas arrivée. Cela ne les a pas découragées, elles ont réussi à se faire recevoir par un inspecteur qui les a assurées que la classe serait maintenue. Fort heureusement ! Elles étaient prêtes à s'énerver, en cas d'échec.

Rien que sur Paris, il est prévu de supprimer 400 postes à la rentrée. Sauf si la colère l'emporte pour exiger que les crédits alloués à l'Éducation nationale ne passent pas en réceptions ou autre causerie bidon sur les programmes et l'illettrisme, et autres bavardages traditionnels.

SNR - Roulements
agglomération d'Annecy
(Haute-Savoie)

QUAND « L'ARTT » NOUS MÈNE AUX 50 H PAR SEMAINE

La SNR est l'entreprise industrielle la plus importante de Haute-Savoie et, sur cinq sites à Annecy et aux alentours immédiats, elle emploie plus de 3200 salariés dont, en permanence, près de 300 CDD ou intérimaires.

Nous y produisons toutes sortes de roulements que ce soit pour l'industrie automobile, l'aéronautique, etc. La production est en hausse constante et la direction a, dès le début juin, mis en place des « périodes hautes » sur certains secteurs des usines d'Annecy, de Seynod, de Meythet et sur l'ensemble de l'usine d'Argonay : cela veut dire par exemple pour les équipiers en 2x8 des semaines de 6 jours en équipe du matin, soit 49 h 50 !

En toute légalité puisque la SNR ne fait qu'appliquer l'accord ARTT de juillet 1999. A l'époque et pendant toute l'année qui avait précédé sa conclusion, la direction mais

aussi la CFDT et la CGC, n'avaient cessé de mettre en avant les avantages supposés en « temps libre » mais aussi parlait de la réduction de la précarité, de la diminution des heures supplémentaires, etc.

Il est vrai qu'à l'époque du ministère d'Aubry, des grandes entreprises comme le groupe Renault, dont fait partie la SNR, étaient encouragées à « donner l'exemple » avant la mise en place de la loi Aubry sur les 35 heures... Bref il fallait à tout prix que la principale entreprise de la région conclue un accord !

Les résultats sont maintenant visibles : au lieu des 440 embauches en CDI prévues, l'effectif total n'aura augmenté que de 172 personnes en trois ans, chiffre qui correspond au minimum d'embauches que la direction aurait dû de toute façon faire ; quant aux CDD, ils ont progressé de 14 % et les intérimaires de 98 % sur la même période !

Les heures supplémentaires

ont fait un bond de près de 40 % en trois ans.

Les conditions de travail, elles, n'ont cessé de se dégrader, ne serait-ce qu'à cause de ces « périodes hautes » placées en plus aux périodes les plus chaudes de l'année, qui transforment les ateliers en étuves... Pas pour tout le monde car tout le gratin de la SNR était récemment convoqué en « séminaire » pendant deux jours dans un hôtel de luxe en montagne, à La Clusaz.

Rien d'étonnant dans ces conditions que le nombre de départs soit important, surtout quand les jeunes embauchés réalisent que leur paye est plus proche de 6500 F par mois que des 10 000 F évoqués dans les petites annonces !

Un chiffre d'affaires en hausse constante d'un côté et des conditions de vie de plus en plus difficiles de l'autre : cela fait qu'on discute beaucoup dans les ateliers.

La Poste Nantes

LA MARGUERITE : ON N'AIME... PAS DU TOUT

En guise de fleur, ce projet appelé « marguerite » consiste pour la direction, officiellement durant les mois d'été et pour tous les bureaux du département, à ne pas embaucher en cas d'absence de facteur, ses collègues devant se partager les rues de la tournée, sans indemnisation particulière.

Cette nouvelle attaque vient après les dernières restructurations qui ont vu la disparition d'emplois, de deux et demi à la Recette principale de Nantes.

Très vite le mécontentement s'est manifesté, organisé par les syndicats CGT, SUD, CFDT, FO. Des débrayages ont eu lieu dans plusieurs bureaux du département. Ainsi

à la Recette principale de Nantes, on s'est retrouvé à une cinquantaine de facteurs face au directeur départemental, qui a pris la tangente. Un préavis de grève était déposé par l'ensemble des syndicats pour le mardi 2 juillet sur tout le département.

Un bureau de Nantes, Beaulieu, s'est mis en grève mercredi 25 juin à l'appel de la CGT. Le directeur est resté intraitable.

Le jeudi, à Beaulieu, un membre de la direction est venu dire que le projet était remplacé par un autre, vite jugé tout aussi pourri par les grévistes. La grève a donc continué, et le projet a été retiré à Beaulieu.

Devant l'effervescence provoquée partout par l'annonce de la marguerite, la direction départementale a « gelé » le projet pour cet été, qui

s'annonçait plutôt chaud.

Les faux arguments avancés en faveur de la marguerite – faire faire à La Poste des économies (sur le dos des facteurs), permettre aux facteurs de partir en vacances quand ils en ont envie (en se les payant) – n'ont convaincu personne, compte tenu des antécédents à La Poste dans le département : mise en place des 35 heures sans embauche à la distribution, continuelles suppressions d'emplois, prochaine restructuration déjà annoncée pour dans deux ans, polyvalence accrue des postiers pour permettre une plus grande flexibilité.

Et derrière tout cela le mépris pour les usagers qui voient le service se dégrader, et le fait que La Poste fonctionne de moins en moins comme un service public.

Le patronat fabrique des vagues de nouveaux chômeurs

Officiellement et sur l'ensemble de l'année écoulée le chômage est en hausse. Et cela n'a rien d'étonnant car c'est dans toutes les régions que des plans de suppressions d'emplois ont abouti à des licenciements. Et cela continue. De nouvelles restructurations sont annoncées dans des grands groupes qui projettent de jeter à la rue des travailleurs dans différents pays et en particulier en France.

Chez l'équipementier français de télécoms Alcatel, ce sont 10 000 suppressions d'emplois qui, d'ici fin 2003, doivent s'ajouter aux 34 000 en cours. Chez Cap Gemini, 5500 postes doivent être supprimés d'ici fin 2002. 7000 chez Motorola, groupe qui compte 3200 salariés en France. Le syndicat SUD-banques parle de 1100 suppressions d'emplois à la Société Générale.

Par ailleurs les mêmes statistiques officielles font état d'une augmentation du nombre de chômeurs de longue durée alors que ce chiffre était stable voire en légère régression depuis quelques années. Et cela ne

peut qu'entraîner le développement de la misère dans les quartiers populaires. Car au fil des mois et des années, les ressources des chômeurs se réduisent, entraînant une régression dramatique des conditions de vie.

Le gouvernement va bien sûr nous expliquer qu'en accordant des aides au patronat, celui-ci va être encouragé à créer de nouveaux emplois. Mais depuis des années les aides se sont multipliées et aujourd'hui on assiste à une baisse des créations d'emplois.

Le gouvernement de gauche n'avait rien fait contre les licenciements collectifs. Il n'avait rien fait pour contraindre le patronat à embaucher. Rien fait pour créer des emplois durables dans les services publics. Le gouvernement de droite s'apprête à continuer sur la même voie en laissant bien évidemment les mains libres à un patronat qui se croit tout permis, aussi longtemps qu'une lutte d'ensemble des travailleurs ne l'obligera pas à battre en retraite.

La radiation, une combine pour faire reculer les chiffres du chômage

La situation de l'emploi s'aggrave mais cela n'empêche pas le gouvernement actuel comme son prédécesseur de trouver quelques motifs d'autosatisfaction. Les sorties de l'ANPE ont « globalement progressé » de 2 % en un mois, malgré une baisse des offres d'emplois et de stages ! Le mystère est vite élucidé dès que l'on sait qu'il a suffi pour atteindre cet heureux résultat d'accélérer à tour de bras les radiations sur les listes du chômage. Au bas mot c'est plus de 330 000 salariés sans emploi qui se sont vus ainsi « sortis » des statistiques officielles, avec ce que cela veut dire de conditions de vie encore plus précaires et sou-

vent de désespoir. 60 % de plus en un an. Pour le seul mois de mai 2002, 28 000 inscrits à l'ANPE ont été radiés, contre 17 400 en mai 2001, soit 10 600 de plus. Les pouvoirs publics et le gouvernement pourront toujours inciter l'ANPE à multiplier les contrôles et les convocations, à éplucher les dossiers afin d'augmenter les possibilités de radiation pour diminuer, dans leurs statistiques, le nombre des chômeurs. Les « radiés » parviendront peut-être à « maîtriser » les statistiques, mais pas les ravages que ce mal voulu par le patronat et les gouvernements à son service fait dans les classes populaires.

Alain VALLER

Toulouse - Pôle chimique

TOTAL RESTE INTOUCHABLE

REPRISE PARTIELLE AU MÉPRIS DES SINISTRÉS ET AUX DÉPENS DES SALARIÉS

Le gouvernement a suivi les conclusions du Comité local d'information, créé avant la Présidentielle par Jospin, et présidé par Charles Fiterman (ex-ministre PCF du gouvernement Mauroy) : le gouvernement interdit à la SNPE l'utilisation et la production de phosgène. C'était déjà la position du gouvernement précédent. Cette décision n'est donc pas un scoop.

Le phosgène est un gaz très toxique, utilisé comme réactif par exemple dans la fabrication des mousses pour l'automobile, les calorifiques, mais aussi dans la chimie dite « fine » (optique, agriculture, pharmacie). Cette production de phosgène représente 70 % de l'activité de l'unité de Toulouse, propriété à 99 % de l'Etat et qui emploie 480 salariés. Tolochimie, filiale de la SNPE sur le même site, employant 100 salariés, est aussi sur la sellette car elle utilise essentiellement le phosgène produit à la SNPE.

Pour le reste des productions hors phosgène de la SNPE (carburants destinés à la fusée Ariane), il faut encore que le Conseil départemental d'hygiène donne un avis favorable et aussi que la direction de la SNPE juge l'unité de Toulouse « économiquement viable » avec 30 % de ses activités. Mais déjà la Snecma, principal partenaire pour la production de ce carburant, a décidé de le faire produire aux USA.

Quant aux autres usines du pôle chimique voisines d'AZF et de la SNPE, Isochem (40 salariés) filiale de la SNPE, et Raisio France (26 salariés), elles ont été autorisées à rouvrir par arrêté préfectoral. Mais déjà on laisse entendre aux travailleurs de Raisio que le groupe finlandais propriétaire délocaliserait vers la Chine.

Après la fermeture d'AZF décidée par TotalFinaElf le

11 avril, ce sont plus de 1500 travailleurs (sous-traitants sur le site compris) qui risquent de n'avoir le choix qu'entre l'ANPE ou la mutation... on ne sait où. Ils sont dans la même situation que ceux d'AZF ou des entreprises sous-traitantes.

Les élus locaux, ceux de la Région, du Département ou de la commune de Toulouse, ont fait chacun état de leur satisfaction ou de leur demi-satisfaction, évoquant sans autre précision le sort des salariés. Les travailleurs ont toutes les raisons de ne pas se satisfaire des promesses qu'on leur fait en matière de « plans sociaux exemplaires ». Exemplaires sauf qu'il n'y a aucun engagement de quiconque. Rien que des phrases creuses.

Quant aux mesures d'accompagnement envisagées par les services de l'Etat, elles en disent long sur ses priorités : il est vaguement question « d'impliquer Total dans un dispositif d'aides à la conversion de l'économie toulousaine. » Mais l'essentiel de l'effort sera fait par l'Etat, puisqu'il serait prévu par le préfet « 2,28 millions d'euros d'aides pour les entreprises artisanales et commerciales, 4,87 millions d'euros de crédits de politique industrielle, destinés à la diversification des PME et au soutien des sous-traitants de la chimie ». Et pour les travailleurs menacés dans leur emploi ? Rien ! A moins qu'il ne s'agisse des « 120 000 euros pour communiquer sur l'image de Toulouse ». C'est une plaisanterie ! De bonnes paroles pour les uns, des euros pour les autres.

C'est pourtant à Total d'assumer les conséquences de l'explosion. C'est Total qui a sacrifié la sécurité pour les profits. D'ailleurs, en plus de l'instruction pour « homicides et blessures involontaires », le parquet de Toulouse annonce un réquisitoire supplétif pour délit de marchandage (usage abusif de la sous-traitance) s'appuyant sur le rapport du directeur départemental du tra-

vail. Ce rapport démontre (mais bien tard) que la direction de l'usine ne se souciait guère du travail effectué par ces entreprises, ni de la « pou-belle » qu'elles géraient.

Quant aux sinistrés habitant les quartiers populaires du sud de Toulouse, plus on leur dit que le pôle chimique ainsi réduit dans ses activités dangereuses sera sécurisé et fiable, moins ils sont rassurés. La décision de réouverture partielle prise au mépris des populations sinistrées et de leur traumatisme justifié est dans la droite ligne des décisions précédentes : des demi-mesures, car les autorités ont toujours refusé d'obliger Total à réparer réellement les dégâts.

Pour les sinistrés, les réparations avancent à petits pas. Encore 10 à 15 % des appartements n'ont pas leurs portes ou fenêtres définitives. Quant aux travaux intérieurs, ils sont « en cours », ce qui veut dire qu'on ne s'engage sur aucun délai. Vraisemblablement à peine 50 % des appartements sont totalement réparés aujourd'hui.

C'est pour les familles évacuées que la situation est la plus révoltante. Il y avait avant l'explosion une crise de l'immobilier à Toulouse, après l'explosion, la situation est devenue dramatique : les loyers ont fortement augmenté, et il est devenu impossible pour une famille du Mirail de trouver un appartement au centre-ville. Aujourd'hui, il reste 90 familles hébergées dans des mobile-homes, où il a fait de 30 à 35 degrés toute la semaine dernière. Et les familles qui ont été relogées l'ont été souvent hors de Toulouse, ce qui ajoute encore des difficultés.

Les victimes, salariés ou sinistrés, n'ont pas fini de subir les incuries criminelles de la course au profit, ainsi que celles de toutes les institutions sans contrôle qui réglementent leur vie. Pour faire payer cette catastrophe sans nom à Total, salariés et sinistrés doivent s'unir.

Correspondant LO

SNCM Marseille
(Bouches-du-Rhône)

NOUS NE SOMMES PAS ASSIS SUR LA MÊME BRANCHE

A la Société nationale Corse Méditerranée nous sommes nombreux à vouloir protester contre l'insuffisance de nos salaires.

A l'Agence (600 personnes), quelques dizaines de jeunes ont été embauchés récemment pour guider et contrôler les passagers sur les quais. Ils sont payés 840 euros (moins de 5 500 F). Aux Ateliers, où nous sommes 79, presque une dizaine d'anciens ouvriers de la réparation navale ont été embauchés. Agés de près de 50 ans, très qualifiés, ils touchaient avant d'être licenciés de la réparation navale 1 830 euros (12 000 F). A la SNCM ils ne gagnent plus que 1 143 euros (7 500 F). Les salaires des travailleurs plus anciens dans la Compagnie n'ont pas bougé depuis des années. C'est pourquoi, depuis quelque temps, certains en ont ras-le-bol.

A l'occasion des négociations salariales annuelles, les ouvriers de l'Atelier avaient

salaires est posé depuis longtemps sans que des actions aient été proposées.

Dans les discussions les ouvriers de l'Atelier disaient que, même sans préavis, il fallait donner un coup de semonce à la direction.

Vendredi 28, il y a eu une heure d'information syndicale à laquelle sont venus une centaine de travailleurs, dont 40 des Ateliers.

Deux d'entre nous ont demandé qu'on appelle à la grève. Les responsables syndicaux ont répondu en substance : « C'est la saison* qui nous fait vivre, il ne faut pas scier la branche sur laquelle on est assis, surtout pas pour des questions de salaires ». Ce à quoi quelqu'un a rétorqué : « Et même pour les 300 suppressions d'emplois prévues, il ne faut pas planter la saison ? » Finalement, il y a un appel pour un débrayage de 2 heures mercredi 3 juillet pour retarder l'appareillage d'un cargo.



Les salariés lors d'une grève en 1998.

demandé un préavis pour dire combien de tels salaires sont insuffisants et inacceptables.

Aux Ateliers, le mardi 25 juin durant la matinée, il y a eu un débrayage sur les salaires. Les ouvriers de l'Atelier se sont réunis en AG le matin pour décider d'une action. Le syndicat CGT a expliqué que ce n'était pas le moment, qu'il n'y avait pas de préavis de grève, qu'il fallait faire grève avec tout le monde et non par secteur. Nombreux sont ceux qui disent que ce problème des

C'est vital de se battre pour obtenir des salaires corrects. Et durant la saison, quand la direction a le plus besoin de nous tous, nous pouvons peser le plus pour obtenir satisfaction. La direction et nous ne sommes pas assis sur la même branche.

Correspondant LO

* « La saison », c'est la période où le trafic est de loin le plus important entre la Corse et le Continent, c'est-à-dire la période d'été.

Crédit Lyonnais

LA DIRECTION RESTRUCTURE LE PERSONNEL TRINQUE

Le Crédit Lyonnais n'en finit pas de « se moderniser »... pour faire plus de profits évidemment. Et ce sont les employés qui trinquent.

D'ici à fin 2003, la banque a mis en place le projet dit « Octave » accompagné du projet « Oxygen » qui ont pour but avoué d'optimiser la productivité, c'est-à-dire d'accélérer les cadences pour supprimer encore des effectifs.

Ces deux projets concernent les services administratifs (les UAC, unités d'appui commercial, et les centres administratifs Bayeux, Valence, Saint-Avertin et Clichy). C'est déjà le personnel de ces services qui subit les effets de la loi de Robien depuis 1997 : réduction du temps de travail à 33 heures par semaine en 4 jours avec baisse du salaire. Cela signifiait déjà une baisse des effectifs de 15 %, puisqu'il n'y a eu aucune embauche, le prétexte des mesures dans le cadre de la loi de Robien étant que nous étions trop nombreux ! En échange le Crédit Lyonnais bénéficiait d'abattement de charges patronales de 230 euros (1500 francs) pour un salaire de 1600 euros (10 500 francs mensuels). Sur plus de 7000 personnes concernées, cela représente un beau pactole !

Le plan « Octave » consiste à regrouper les UAC. En province, ces regroupements signifient des sites supprimés - c'est le cas à Orléans, Aix-en-Provence, Lille... ou des changements d'activité complets avec changement de métier pour le

personnel. En dépit du fait que, passé 50 ans, très peu d'entre nous ont envie d'apprendre un nouveau travail qui, de toute façon, est aussi peu intéressant que le précédent.

En Île-de-France, ce sont parfois des fermetures de sites comme Melun et toujours pour les employés des trajets considérables, épuisants.

Ainsi, au début de l'année, l'UAC ABI située dans le 8ème arrondissement à Paris, a été regroupée avec l'UAC Nanterre, à Nanterre. Gain pour le Crédit Lyonnais : 4 millions de francs de loyer par an, pour le personnel très souvent de 3 à 4 heures, voire même parfois 5 heures de transport en commun par jour !

Et la direction va faire la même chose à la rentrée en fermant l'UAC Montgallet à Paris en envoyant une partie du personnel à Champs-sur-Marne (en banlieue-est à 30 minutes en RER du centre de Paris).

En plus des regroupements, « Octave » c'est une « nouvelle » organisation du travail. Chacun exécute une tâche, toujours la même toute la journée. Comme le travail à la chaîne. Pas très nouvelle cette méthode qui évoque le 19^e siècle !

Parallèlement, la direction a mis en place un projet de départ en préretraite permettant au personnel de ces services de partir à 56 ans. Du coup chacun fait ses calculs pour partir, malgré les conditions financières peu intéressantes, tant le ras-le-bol est grand. Autant s'en aller. Et c'est tout bénéfique pour le Crédit Lyonnais puisque ce plan de préretraite est en partie financé par le FNE (fonds national de soli-

darité) en échange d'un plan de gestion des effectifs.

A l'UAC Pleyel, il y avait 26 intérimaires en avril, date de début du test « Octave », sur un effectif total de 300 personnes. A l'UAC Nanterre, en juin, ils sont 14 auxquels s'ajoutent 5 auxiliaires d'été pour 200 personnes.

Dans ces deux UAC il y a eu des débrayages, en février à Pleyel et en avril et juin à Nanterre. Même minoritaires, ils étaient toniques et décidés.

Les directions locales voudraient que ces tests Octave se passent bien ou, du moins, sans vague. Le but étant de le généraliser dans toutes les UAC, puis de passer au deuxième volet, le projet « Oxygen », que l'on pourrait appeler l'UAC sans papier.

De quoi s'agit-il ? Tous les dossiers et les documents à l'arrivée et au départ de l'UAC sont scannés. Du coup ces dossiers seront consultables sur écran de l'ordinateur. Cet écran sera plus grand qu'actuellement et divisé en trois parties : une pour travailler (saisie ou traitement de texte), une pour recevoir du courrier (messagerie interne ou internet, par exemple) et la dernière consacrée aux documents à consulter. Toute la journée sur l'écran, bonjour les maux de tête !

Voilà nos conditions de travail dans les services administratifs au Crédit Lyonnais. Les banquiers sont toujours prêts à empocher des réductions de charges mais pas à partager avec le personnel les avantages des progrès techniques.



Ronéo Noyon (Oise)

Dans cette usine de 200 personnes appartenant au groupe hollandais Samas, les ouvriers produisent des meubles et des armoires métalliques, des casiers de tri. La politique du patron consiste à prendre puis à vider des CDD et des intérimaires tout au long de l'année. Il embauche en précaire les enfants du personnel ou des ouvriers au chômage qui n'ont pas d'autre choix.

Une cinquantaine d'ouvriers devraient quitter l'usine « volontairement ». En effet, le patron aimerait déplacer le magasin et installer des plates-formes à Nancy, Lille... et du coup se débarasser des préparateurs. A l'annonce de ces nouveaux licenciements déguisés, des ouvriers se sont renseignés sur les conditions de départ. Le patron a sauté sur l'occasion pour exercer des pressions sur ceux qui venaient aux nouvelles pour qu'ils s'en aillent, même si ce qu'il offre n'est pas mieux que trois francs, six sous.

Dans cette entreprise, ça devient courant d'aller négocier en tête à tête avec le directeur une, deux voire trois ou quatre fois son indemnité de départ. Mais les sommes proposées sont loin du compte : entre 150 000 et 250 000 F

pour trente à trente-cinq ans de maison. Pas de quoi s'acheter une maisonnette et encore moins vivre de ses rentes.

Dans cette ambiance, le « sauve-qui-peut » prédomine. Dans le même temps, chaque matin à l'entrée de l'équipe de production aux Presses, les chefs envoient les ouvriers aux quatre coins de l'usine. Le patron essaye de s'appuyer sur une lassitude générale pour proposer trois fois rien aux éventuels partants et impose des conditions de travail de pire en pire sans que les salaires augmentent. Contrairement à l'habitude, les négociations salariales ont été reportées de mars à septembre.

Dans ces conditions l'inquiétude domine.

...Échos des entreprises...Échos des entreprises...Échos

Ça suffit !

Accepter plusieurs postes de travail dans la même journée et en plus sans une formation suffisante, c'est ce que fait subir la direction aux intervenants chaque jour. Le matin, ceux-ci ne savent pas où ils vont être et s'ils y resteront pour la journée. Bien sûr, cette situation n'est pas sans risque. Le problème de fond, c'est qu'il n'y a pas assez d'ouvriers, donc il faut au jour le jour boucher les trous. La seule solution, c'est d'embaucher !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière ATO CEZUS - Jarrie)

Qui va doucement va longtemps

Pour essayer de nous convaincre de la justesse de l'augmentation des cadences, certains chefs montrent leurs talents d'économistes.

« Si vous faites plus de chaudières, on pourra les vendre moins cher, donc en vendre plus », disent-ils.

Réduire les coûts, c'est toujours sur notre dos que ça retombe. Réduire les coûts des profits versés aux actionnaires ne leur vient même pas à l'idée.

(Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Chaffoteaux - Saint-Brieuc)

Flexibilité : ras-le-bol !

Il nous reste encore quatre semaines de modulation haute avant les vacances.

Plus ça dure et plus ça pèse.

Rentrer plus tard chez soi quand on est en équipe d'après-midi, faire des heures supplémentaires non payées, on dira ce que l'on voudra, mais le grand gagnant de ces horaires c'est le patron et pas nous !

Saint-Frères
(Somme)

UNE FERMETURE PROGRAMMÉE

Des rumeurs persistantes circulent sur un plan de licenciements de 50 à 80 ouvriers de l'usine Rosenlew- Saint-Frères de Beauval. La direction vient de mettre en congé les salariés pour une semaine. Les cadres cherchent du travail ailleurs.

En fait, la fermeture progressive de cette usine d'emballages plastiques est programmée depuis plusieurs années. L'usine accumule les plans de licenciements ; un par an depuis quatre ans. Le dernier avait réduit les effectifs de 100 personnes et s'était traduit par la fermeture de certains ateliers.

Il reste actuellement 160 travailleurs sur le site. Dans les usines Saint-Frères, ils étaient encore plus de 700 dans les années soixante. Ces suppressions d'emplois successives ont éprouvé durement une région largement

tournée vers l'industrie textile.

L'industrialisation de la vallée de la Somme s'était en effet faite au travers de l'implantation des usines Saint-Frères dès 1889. Les frères Saint possédaient chacun de nombreuses fabriques dans la vallée. Capitaines d'industrie très paternalistes, ils géraient la vie de leurs travailleurs de la naissance à la mort, construisant usine, logements, boutiques, maternités et cimetières. En n'oubliant pas de se garder, pour chacun d'entre eux, un château.

Celui de Flixecourt est bâti à flan de colline et madame Saint, qui occupe seule cette immense bâtisse, surplombe toujours les étroits corons ouvriers qui s'agglutinent autour de l'ancienne usine dans la cuvette où la petite ville a été naguère construite.

Les héritiers de la famille Saint ont exploité des générations d'ouvriers dans toute la vallée, puis ils ont placé leur

argent ailleurs. Actuellement, il ne reste plus de cet empire qu'une petite unité de production de bâches à Flixecourt et l'usine de Beauval qui appartient désormais à une multinationale finlandaise.

Les propriétaires ont changé, mais pas les conditions de travail. De nombreux ouvriers ont commencé à travailler à l'usine dès l'âge de 14 ou 16 ans. Ils y ont passé trente ans pour un salaire qui ne dépasse le Smic que de justesse. Les bâtiments ne sont plus rénovés depuis longtemps et dans certains ateliers l'eau goutte du plafond sur les machines à coudre électriques.

La discipline est sévère : les pauses cigarettes ou toilettes sont chronométrées et déduites du temps de travail. Le jeune directeur, fraîchement nommé, distribue les avertissements pour un rien. C'est sans doute sa traduction française des déclarations du grand PDG finlandais qui affirmait sans rire : « *Notre but est une culture d'entreprise*

dans laquelle la compagnie et ses employés poursuivent un même objectif. Nous croyons qu'une culture de ce type encouragera chacun à aimer son travail et à y prendre plaisir. »

La culture de cette multinationale, c'est le profit. Les bénéficiaires ont connu depuis 2000 de nouveaux records, enregistrant même les meilleurs scores depuis cinquante ans. Le groupe a dernièrement racheté toute une série d'entreprises aux quatre coins du monde. Aussi les arguments pour justifier les licenciements sonnent-ils faux. La mauvaise conjoncture, l'arrêt d'une partie des commandes de sacs pour AZF n'ont pas empêché l'usine de Beauval de réaliser des bénéfices.

L'an dernier, les ouvriers avaient fait grève contre le plan de licenciements. Ils avaient organisé des opérations « escargot » sur la nationale et une manifestation à laquelle s'étaient joints de nombreux habitants de villes ouvrières des environs. La fermeture de

l'usine signifie la mort de la commune de Beauval. Tous les habitants travaillent ou ont un proche qui est à l'usine. Pour les salariés qui ont plus de quarante ans, le licenciement laisse peu d'espoir de retrouver un vrai travail. Beaucoup de ceux qui ont été licenciés ces dernières années sont toujours au chômage, courent après des CES ou se retrouvent après cinquante ans à enchaîner des missions d'intérim.

La fermeture définitive de l'usine projetée par les patrons mettra les 160 derniers ouvriers dans une situation encore plus difficile au regard des vagues de licenciements collectifs qui se succèdent actuellement dans le département. Le taux de chômage dans cette zone du nord d'Amiens est de 21 %.

Une réaction collective du plus grand nombre possible de travailleurs est pourtant indispensable pour mettre un coup d'arrêt à ces plans de licenciements à répétition.

La Poste

LA DIRECTION PRIVILÉGIÉE LES ENTREPRISES ET S'EN VANTE

La Poste doit mettre en place, à l'automne prochain, un nouveau produit : « Tempost ». Il s'agit une nouvelle fois de privilégier le courrier industriel au détriment de celui des particuliers.

Il y avait déjà des tarifs préférentiels sur le courrier envoyé par les entreprises, que La Poste appelle Ecopli ou Postimpact. C'est désormais dans la chaîne d'acheminement et à la distribution que La Poste veut donner la priorité à ce courrier-là.

Le courrier industriel, estime La Poste, représente 25 % de son chiffre d'affaires. Ce courrier, envoyé quelquefois en centaines de milliers d'exemplaires par des sociétés publicitaires, mais aussi par de grands groupes comme FranceTélécom, La Redoute, etc., est aussi très concentré. 5000 « clients » y ont recours. Les 400 plus gros représentent 80 % de ce chiffre d'affaires. Il est facile à passer en machines de tri, et produit donc de grosses marges bénéficiaires.

L'ouverture à la concurrence de la distribution du courrier, partielle en 2006, puis totale en 2009, permet à La Poste de justifier les nouveaux avantages qu'elle propose à ces très gros clients. Elle s'engage à respecter un délai garanti pour ces livraisons de courrier industriel : garanti sous deux jours, sous quatre jours ou sous sept jours. Les tarifs varieront en conséquence.

Les postiers, et notamment les facteurs, sentent venir le piège. Depuis longtemps, on leur explique à longueur de cours de formation qu'il faut comprendre les raisons de l'annonceur publicitaire qui désire que sa publicité arrive dans les boîtes à lettres le samedi, et pas un autre jour, puisque c'est le samedi après-midi que les gens vont faire leurs courses. C'est un des arguments de la direction pour remettre en cause le samedi libre sur deux des facteurs là où il existe encore. Avec Tempost, la menace risque de se préciser. D'autant que La Poste offre à ses très gros clients de leur rembourser

en partie, voire totalement, leurs frais d'expédition si les délais ne sont pas respectés. Si 95 % des envois ne sont pas arrivés dans les temps, les remboursements seront de 30 %, 50 % ou même de 100 % du montant du contrat.

Ces derniers mois, les facteurs ont eu droit à la formation Tempost. La direction rappelle que tout le courrier est à distribuer. Mais, et là c'est nouveau, il est précisé en toutes lettres que désormais le courrier à délai garanti passe avant tout le reste, en tout cas avant le courrier « ménage » qui est celui des particuliers. Concrètement, quand un facteur absent n'est pas remplacé, ce qui n'est pas rare suite aux milliers de suppressions d'emplois, ce qu'il devra distribuer avant tout à son retour c'est ce courrier à délai garanti. De même le samedi, tout ne pouvant parfois pas être distribué ce jour-là, il faudra laisser les lettres à 3 F (0,46 euros) des particuliers au bureau, surtout si le courrier industriel arrive « en limite de fraîcheur ».

Les pressions vont être for-



Un centre de tri parisien. Patrons d'abord, usagers ordinaires après.

tes à l'automne pour que les facteurs prennent le pli de cette nouvelle politique. Mais les postiers ne seront pas forcément d'accord avec les choix de la direction si celle-ci leur demande d'emporter d'abord de la publicité.

Rien n'empêche La Poste de garantir les délais. Ce

devrait même être la règle pour tout le monde, et pas seulement pour les entreprises qui peuvent le payer. Mais pour cela il faudrait commencer par recréer les milliers d'emplois supprimés ces dernières années.

Correspondant LO

ARGENTINE

LE GOUVERNEMENT RÉPRIME UNE MANIFESTATION DE CHÔMEURS

Mercredi 26 juin, les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser une manifestation de chômeurs qui menaçait de bloquer les accès à la capitale de l'Argentine, Buenos Aires. Les affrontements ont été particulièrement violents dans le secteur d'Avellaneda, dans la banlieue de Buenos Aires. Les manifestants se sont défendus en lançant des pierres contre la police, qui utilisait des flashballs. Un autobus a été incendié, des vitrines de magasins brisées. Deux manifestants ont été tués par balles et près d'une centaine ont été blessés. C'est l'incident le plus grave depuis les manifestations de la fin de l'année 2001 qui avaient conduit à la chute de deux présidents et qui avaient fait une trentaine de morts.

Ce jour-là, les piqueteros, qui regroupent des chômeurs et des pauvres, organisaient une journée nationale d'action pour exiger du gouvernement des emplois, une assistance alimentaire et médicale. Ils manifestaient en utilisant ce qui constitue leur principal moyen d'action depuis que le mouvement des chômeurs a pris de l'ampleur : les barrages routiers. Outre la capitale, ils ont manifesté dans les provinces de Santa-Fe, Cordoba, Corrientes, Mendoza, Neuquen, Tucuman et Chaco. Pour toute réponse du gouvernement du président Eduardo Duhalde, ils ont été chargés par la police. Le gouvernement a déclaré qu'il réprimerait désormais toute les tentatives de barrer les routes.

330 000 licenciements en six mois

Depuis décembre dernier, l'Argentine est en faillite. La dette publique est de 141 milliards de dollars. Le taux de chômage est officiellement supérieur à 20 %. Cela signifie que ce taux est de plus du double dans les régions industrielles. Et les choses ne vont pas en s'arrangeant puisque, rien que pour le premier semestre de cette année, il y a

eu 330 000 licenciements. La moitié de la population est désormais considérée comme vivant dans la pauvreté. Se nourrir, disposer de médicaments est devenu très difficile dans les quartiers populaires, où le troc est la loi, alors que le pays est un très gros producteur agricole. « *Il y a trois têtes de bétail par habitant dans ce pays, mais on crève de faim* », entend-on couramment.

Si le gouvernement argentin utilise la manière forte, c'est aussi pour tenter de séduire le Fonds Monétaire International qui a suspendu ses versements d'argent frais. Le gouvernement du président Duhalde a abandonné la parité entre le dollar et le peso. Depuis, la monnaie argentine a perdu 73 % de sa valeur, entraînant le retour de l'inflation.

tion de l'eau à Buenos Aires, Cordoba et Santa Fe, vient de provisionner 500 millions d'euros pour garantir ses activités du fait de la plongée de la monnaie locale face au dollar (et pour rassurer les boursicoteurs et maintenir ainsi la hauteur de l'action Suez à la Bourse). Mais, du même coup, le groupe Suez rappelle aussi que, si la descente aux enfers du peso se poursuit, les termes de son contrat prévoit la possibilité, en cas de trop grande variabilité entre la valeur du peso et du dollar, un réajustement du tarif de ses services.

C'est pour tenter d'expliquer que le gouvernement argentin fait de son mieux pour faciliter la vie des grandes entreprises, argentines et autres, que le ministre argentin des Finances, Roberto Lava-

A la tête du cortège se trouvaient les dirigeants de la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA), qui syndique une partie des travailleurs des services publics et le Courant Classiste et Combatif (CCC), un courant syndical d'origine maoïste, qui influencent une grande partie du mouvement des chômeurs. Les manifestants ont repris le slogan des manifestants de décembre 2001 : « *Qu'ils s'en aillent tous* » adressé aux politiciens des grands partis.

Un mouvement de chômeurs traversé par des courants opposés

Le mouvement des piqueteros (dont le nom vient de « piquetes », les piquets, nom donné aux barrages

le mouvement actuel des chômeurs.

Depuis son origine, le mouvement des chômeurs est traversé par des courants. La CTA et le CCC représentent l'aile modérée favorable à une sorte de RMI pour les chômeurs. Son principal porte-parole est Luis D'Elia, dirigeant de la Fédération Terre et Logement. Il a dénoncé la répression policière contre les chômeurs mais il a redit aussi son opposition aux barrages routiers : « *Nous n'avons jamais été d'accord pour couper les accès à la ville car cela détériore la situation de l'ensemble des travailleurs et de la classe moyenne* ». Il a mis en cause l'aile radicale des chômeurs, ceux qui, selon lui, manifestent masqués. Un porte-parole du groupe de chômeurs réprimé par la police lui a répondu en l'accusant de faire le jeu du gouvernement et de s'apprêter « *à négocier dans le dos des gens* ». Une des composantes de Terre et Logement vient aussi de rompre avec D'Elia en lui reprochant des déclarations sur « *les bons et les mauvais chômeurs, une distinction qui est également celle du gouvernement Duhalde* ». Ces différences d'appréciation au sein du mouvement des chômeurs existent depuis toujours dans un mouvement traversé par toutes les opinions, de la gauche modérée à l'extrême gauche. De même il existe des différences d'appréciation du mouvement des chômeurs vis-à-vis de la CGT péroniste, d'autant plus soupçonnée de connivence avec Duhalde que celui-ci est péroniste.

Ce sont toutes ces oppositions, mélanges d'observations vraies mais aussi de préjugés qui constituent, au sein du mouvement ouvrier argentin, les obstacles concrets qu'il faudrait dépasser pour que celui-ci parvienne à offrir sa solution, celle qui réunirait dans le même mouvement tous les travailleurs, qu'ils aient ou pas un emploi.

Jacques FONTENOY



Manifestation de chômeurs bloquant le trafic à Buenos Aires le 20 mai 2002

Du côté du FMI, on continue à faire la fine bouche. Jeudi 27, un de ses responsables a déclaré qu'il était « *déçu* » par l'Argentine, parce que ses dirigeants « *ne montrent aucun empressement à négocier intensivement avec nous une restructuration du paysage bancaire* ».

Le FMI attend du gouvernement argentin qu'il accentue encore l'austérité pour réduire son déficit. Derrière cette intransigeance, il y a les exigences des grandes entreprises de toutes origines qui opèrent en Argentine. Par exemple, le groupe français Suez, qui gère des services destinés aux collectivités et assure la distribu-

tion, était à Washington ces jours-ci pour tenter de convaincre le FMI de reprendre ses versements.

Etant donné la situation exsangue où se trouve une large partie de la population, on voit mal comment une accentuation de l'austérité, qu'elle vienne du gouvernement ou des différentes entreprises privées qui se sont partagées la plupart des services publics, pourrait améliorer les choses. Elle pourrait tout aussi bien déboucher sur une nouvelle explosion sociale.

Vendredi 28 juin, 15 000 manifestants se sont retrouvés dans les rues de la capitale pour protester contre la répression.

routiers qui ont été leur principale façon de manifester) est apparu en 1997 lorsque l'appauvrissement de la population a commencé à s'accroître. Officiellement, la misère atteint aujourd'hui 40 % des 36 millions d'Argentins. Le mouvement est très actif dans la grande banlieue de Buenos Aires. Mais il touche également les provinces les plus déshéritées comme Salta, Jujuy et Neuquen, où le chômage est profond depuis des années et où l'envoi de la police a été bien souvent la seule réponse des autorités aux ouvriers licenciés, et cela bien avant que se développe